INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 301 - MAI 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 301

Viandes bovines
- Jeunes bovins
  - France
    - Poursuite de la baisse des cours pour les animaux moins conformés
  - Europe
    - Demande toujours limitée, prix en berne
- Femelles
  - France
    - La décapitalisation se pousuit
  - Europe
    - Vers une offre limitée
- Maigre
  - L'offre limitée et la reprise des importations algériennes maintiennent les cours
- Veaux de boucherie
  - Les indicateurs au rouge
- Veaux nourrissons
  - Cours plombés par le veau de boucherie

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Rétablie en France et dans l'UE-28
- Marché des produits laitiers
  - Tendance haussière
- Consommation
  - Contrastée en France déprimée en Allemagne

Viande ovine
- France
  - Les cours repartent à la baisse
- UE et monde
  - Les exportations britanniques devraient à nouveau se replier en 2019

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre - France
  - Chute de ressource laitière début 2019
- Prix du lait de chèvre
  - Le prix du lait de chèvre reste atone en France

Production laitière dans les montagnes de l'UE : quelles stratégies après les quotas laitiers ?

Veau en crise, gros bovins vers un allègement

Le marché du veau de boucherie est en crise : offre supplémentaire aux Pays-Bas, demande morose, sorties retardées et alourdissement des animaux, prix sous pression. Le secteur peine donc à absorber les veaux de 8 jours dont les prix restent très bas.

En broutard, la faiblesse de l'offre et le dynamisme du marché algérien permettent de maintenir les cours. Mais le cheptel allaitant est actuellement confronté à une forte baisse des naissances qui risque d'impacter les résultats économiques des éleveurs.

L'offre de viande de gros bovins est relativement restreinte en Europe. Si le 1er trimestre a été particulièrement chargé dans les îles britanniques en raison des anticipations d'abattages liées à l'entrée en vigueur du *Brexit*, finalement reporté, la situation semble à présent se calmer. En Allemagne, les prix des vaches poursuivent leur remontée alors que marché du JB reste lourd. En Italie, les prix des JB résistent à la baisse saisonnière, ce qui permet aux bonnes conformations en France de se maintenir également.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

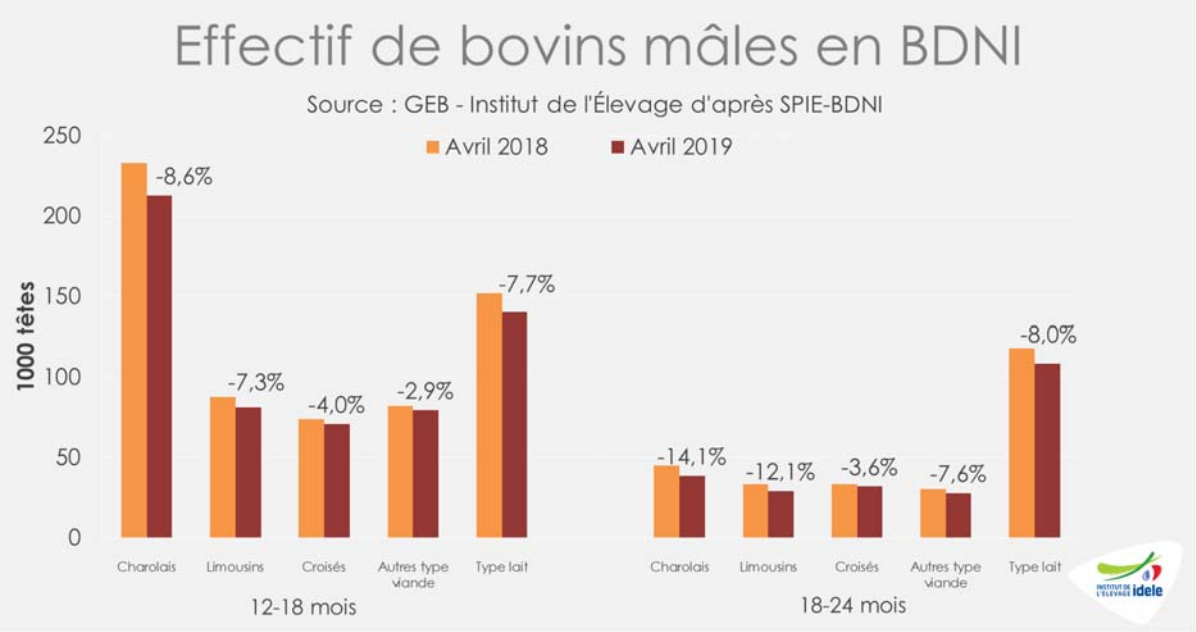
Poursuite de la baisse des cours pour les animaux moins conformés

Les abattages de JB restent contenus et devraient le rester dans les mois à venir, les effectifs de mâles de races à viande comme laitiers étant au plus bas. La baisse saisonnière des cours a été stoppée pour les conformations U, mais pas pour les conformations inférieures, le marché allemand restant encombré.

Abattages contenus et stocks au plus bas

Sur les 5 dernières semaines connues (14 à 18) englobant l'intégralité du mois d'avril et le début du mois de mai, les abattages de JB de race à viande ont très légèrement progressé, à nombre de jours ouvrés égal (+1% /2018). Les abattages de JB laitiers affichent quant à eux un recul marqué (-13% /2018).

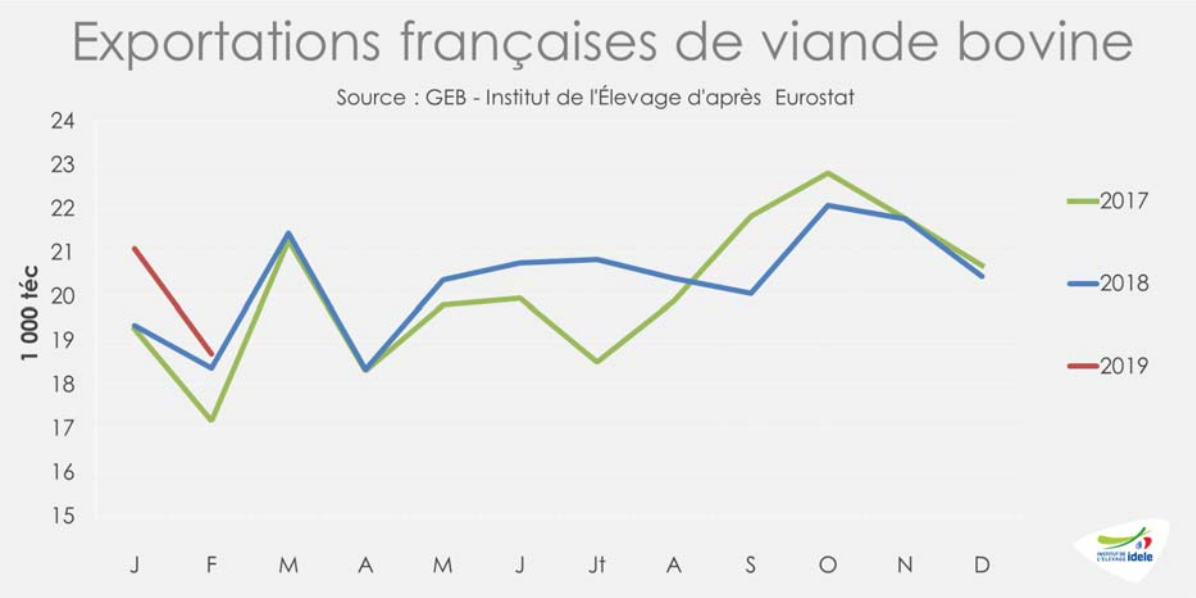
Les stocks de mâles en ferme demeurent limités. Au 1er mai 2019, les effectifs de mâles de race à viande ou croisés recensés dans la BDNI sont en net recul dans la catégorie des 12 et 18 mois (-32 000 têtes ; -10% /2018) et des 18 et 24 mois (-14 000 têtes ; -7%). Même constat pour les JB laitiers dont les effectifs enregistrés sont toujours en retrait pour les 12-18 mois (-12 000 têtes ; -8%) comme les 18-24 mois (-9 000 têtes ; -6%).



Les sorties de mâles devraient rester limitées dans les mois à venir. Et les exportations de JB gras plus dynamiques que l'an passé, notamment vers le Maghreb, devraient également contribuer à réduire les abattages en France.

Des exportations de viande plus contenues en février

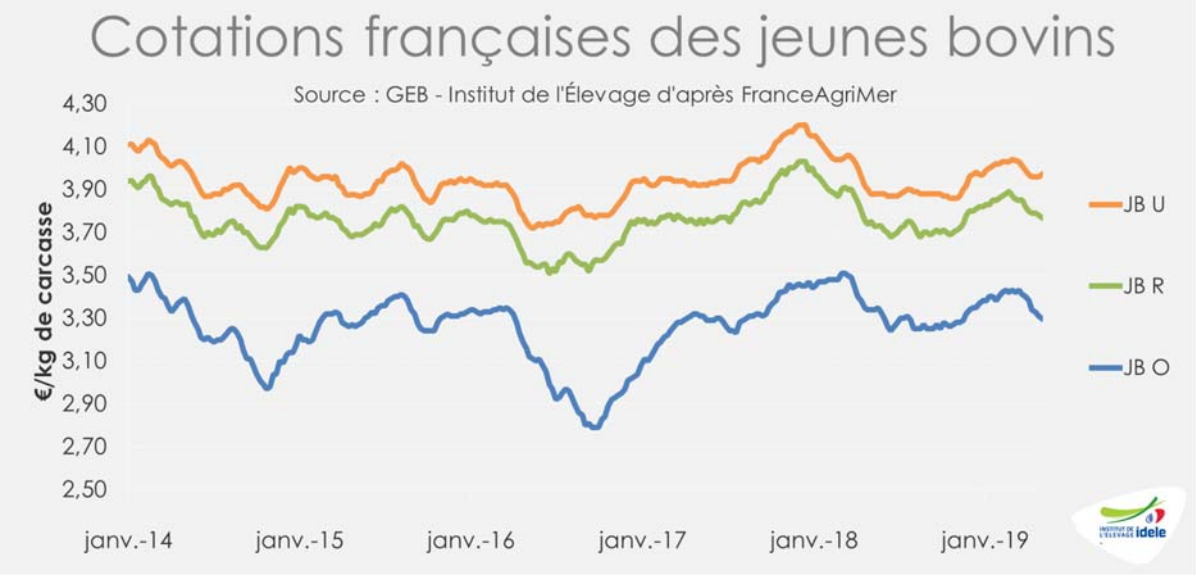
Après un départ « en trombe » en janvier 2019 sur les marchés de l'export, les expéditions de viande bovine réfrigérée et congelée ont été plus limitées en février (18 700 téc ; +2% /2018). Néanmoins, en cumul sur deux mois de 2019, les volumes exportés sont relativement élevés (36 500 téc ; +7% /2018). Si les envois vers l'Italie étaient en retrait (11 500 téc ; -5% / 2018), ceux à destination de l'Allemagne (7 700 téc ; +4%), mais surtout de la Grèce (7 900 téc ; +23% /2018) étaient en net progrès. Le JB français a bénéficié notamment d'une moindre concurrence sur le marché intérieur grec, qui reste cependant moins rémunérateur que le marché italien. En cumul depuis le début de l'année, le prix moyen de la viande bovine réfrigérée et congelée exporté depuis la France a reculé de 1% /2018 (à 4,23 €/kg éc).



Le repli des cours s'est accentué pour les animaux moins conformés

Les cotations ont évolué différemment selon la conformation des JB. Le cours du JB U s'est apprécié d'un centime entre les semaines 18 et 19 et affiche une stabilité sur les quatre dernières semaines. A 3,97 €/kg éc de carcasse en semaine 19, la cotation du JB U est supérieure à celle des deux années précédentes (+2% /2018 ; +1% /2017). Le cours du JB R a lui perdu 3 centimes sur les quatre dernières semaines, à 3,77 €/kg éc (+1% /2018 ; = /2017).

Les abattages limités de JB laitiers en France n'empêchent pas la baisse plus marquée du cours du JB O. Il a perdu 8 centimes en quatre semaines pour atteindre 3,30 €/kg éc (-1% /2018 ; = /2017) en semaine 19. La lourdeur du marché européen et notamment allemand, principale destination export pour le JB laitier français, participe à cette baisse de prix.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Demande toujours limitée, prix en berne

Si l'ampleur de la baisse saisonnière des cours est limitée en Italie où le marché semble équilibré, les cotations sont à la peine ailleurs comme en Pologne, en Espagne ou encore en Allemagne. La demande communautaire plutôt limitée participe à la lourdeur du marché.

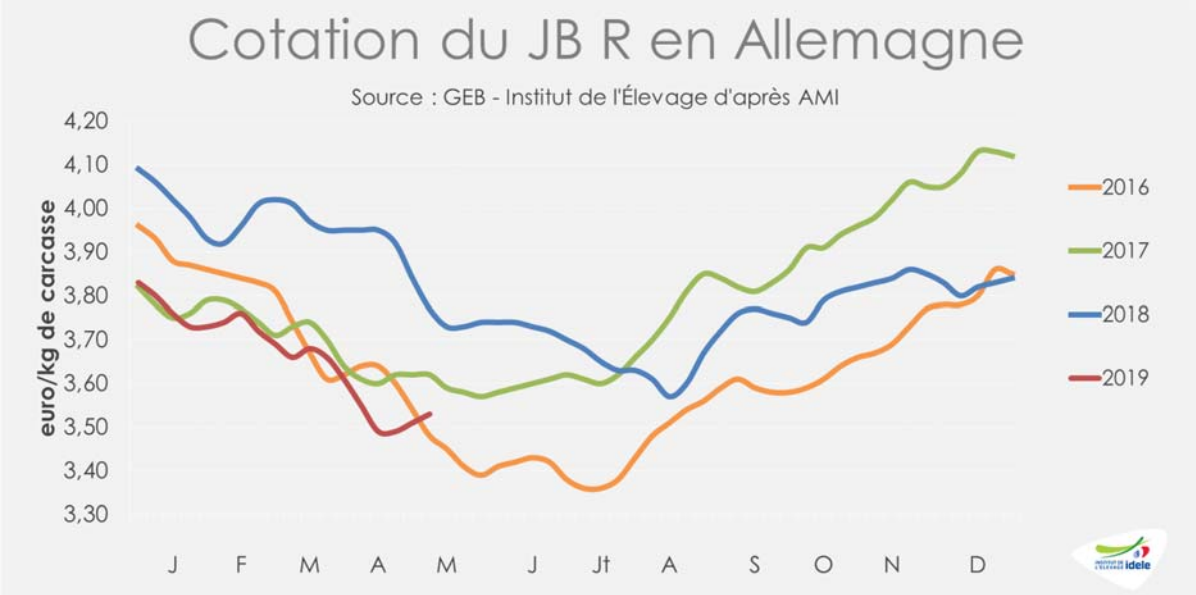
ALLEMAGNE : la demande limitée fait pression sur les cours

En Allemagne, les fêtes de Pâques n'ont pas permis aux cotations de se redresser. L'offre en JB est pourtant en net recul. D'après les statistiques hebdomadaires d'AMI, ce sont plus de 10 000 JB en moins qui ont été abattus sur les quatre dernières semaines (15 à 18) par rapport à l'année précédente (-14%).

La demande pour ce type de viande est actuellement limitée. Elle pâtit des évolutions de consommation :

- Des évolutions structurelles : les viandes hachées et transformées, plutôt constituées à base de viande de réformes, prennent des parts de marché historiquement dévolues au piécé issu de jeunes bovins.
- Des évolutions conjoncturelles : la concurrence actuelle des viandes grillées de porc et de volaille joue actuellement à plein.

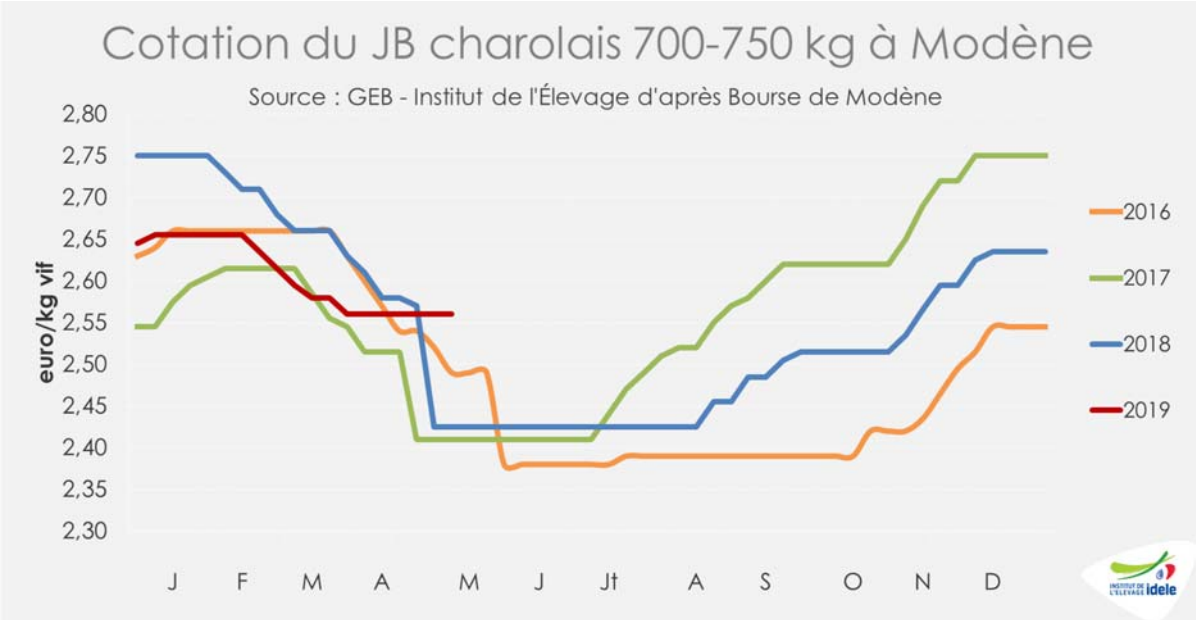
Ainsi, la cotation du JB R est inférieure de 24 centimes à celle de l'année dernière à pareille époque, à 3,53 €/kg de carcasse en semaine 18 (-6% /2018 ; -2% /2017), malgré quelques centimes regagnés sur les toutes dernières semaines. Le constat est le même pour les JB U et O qui cotent respectivement 3,59 €/kg éc (-6% /2018 ; -3% /2017) et 3,34 €/kg éc (-6% /2018 ; -1% /2017).



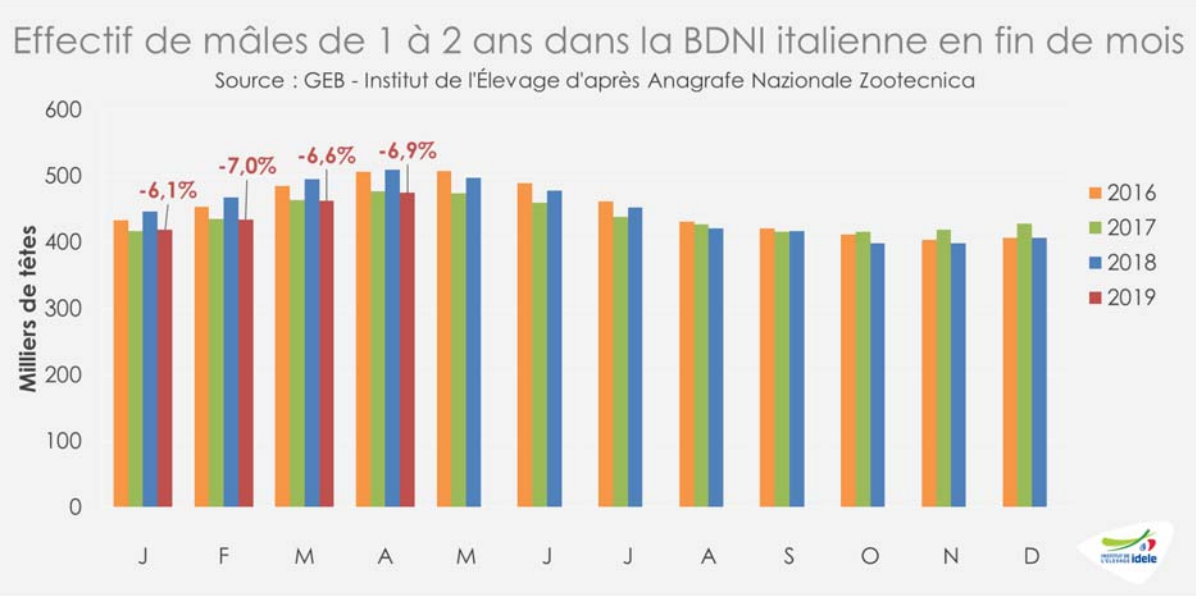
En dépit des faibles quantités de JB abattus, la demande atone pourrait encore peser sur les prix dans les semaines à venir d'après les experts d'AMI. D'autant plus qu'il existerait encore des stocks conséquents de JB dans les frigos des abattoirs. Une météo plus clémente et l'arrivée de la saison des barbecues sont attendues par les opérateurs pour relancer la consommation de jeune bovin.

ITALIE : l'activité réduite sur le marché joue sur les prix

En **Italie**, les cours sont stables depuis plusieurs semaines, ce qui leur a permis de repasser au-dessus de leurs niveaux des années précédentes. Le JB charolais de 700-750 kg cotait 2,56 €/kg vif début mai à Modène (+6% /2018 ; +6% /2017). Même constat pour la cotation du JB limousin de 600-650 kg, stable depuis 6 semaines, à 2,76 €/kg en semaine 18 (+1% /2018 ; +4% /2017).



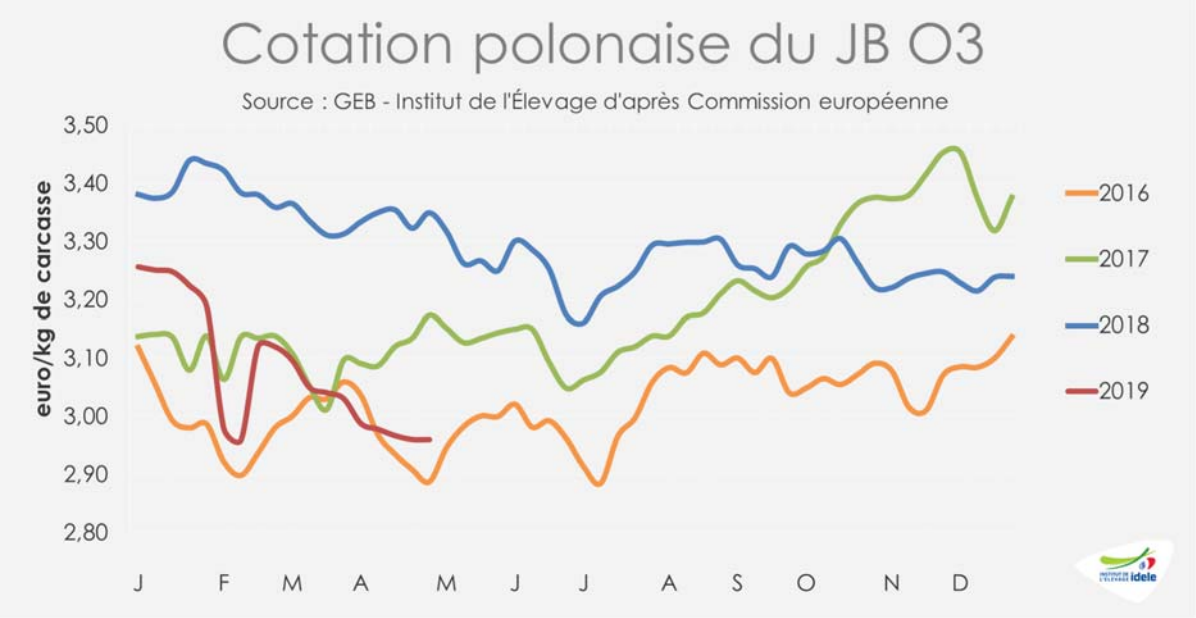
Ainsi, la baisse saisonnière est pour le moment moins importante que les années précédentes. L'offre toujours modérée fait face à une demande des abatteurs plutôt limitée. Le marché est relativement atone. D'après la BDNI italienne, les effectifs de mâles de 1 à 2 ans présents en élevage sont contraints : fin avril 2019, la base de données enregistrait un recul des effectifs de plus de 35 000 têtes (-7% /2018).



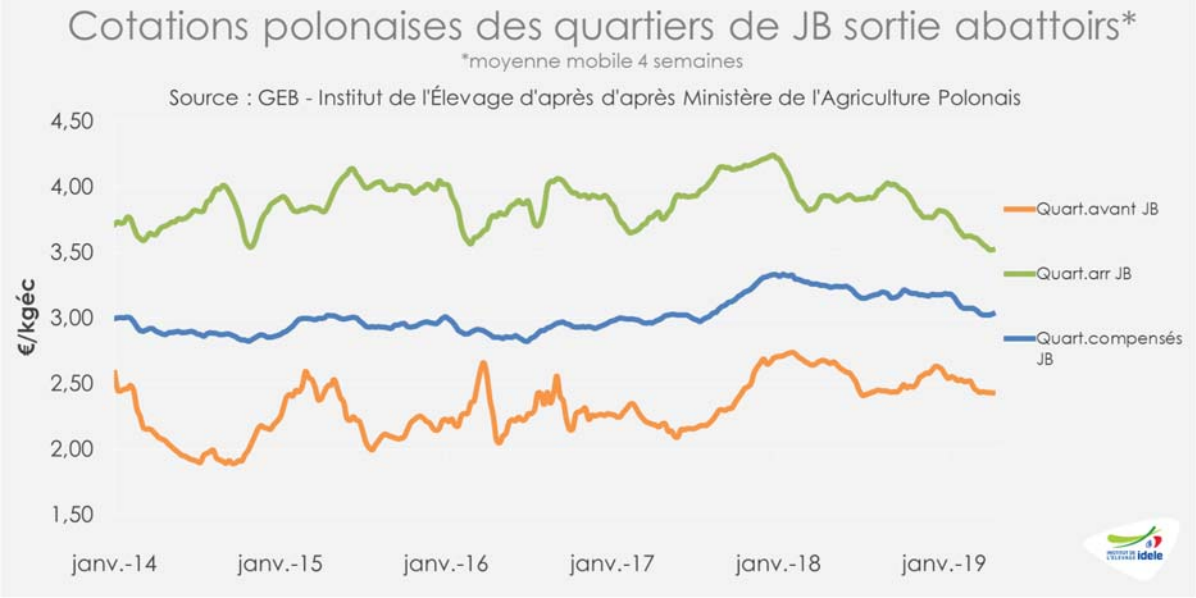
En janvier 2019, les importations italiennes de viande bovine réfrigérée et congelée ont progressé (+5% /2018 à 37 900 téc), notamment au profit des envois depuis les Pays-Bas (+10% à 5 100 téc), l'Espagne (+22% à 2 000 téc) ou la Pologne (+6% à 6 300 téc). Mais avec des indicateurs de consommation plutôt encourageants , le marché italien semble plutôt équilibré.

POLOGNE : la demande en viande polonaise toujours limitée

La production de JB en **Pologne** n'a pas fini de payer le scandale sanitaire lié à la commercialisation de vaches malades. Après un redressement partiel des cours des JB polonais intervenu en février dernier, ceux-ci n'ont cessé de reculer. La cotation du JB R a ainsi perdu 2 centimes sur les 5 dernières semaines pour s'établir à 3,05 €/kg éc en semaine 18 (-11% /2018 et -7% /2017). Celle du JB O a perdu 7 centimes et atteint 2,96 €/kg éc (-12% /2018 et -7% /2017).



La diminution des cours affecte aussi bien les quartiers arrières de JB polonais (-9% /2018 début mai) que les avants (-6%) d'après le Ministère de l'Agriculture polonais.

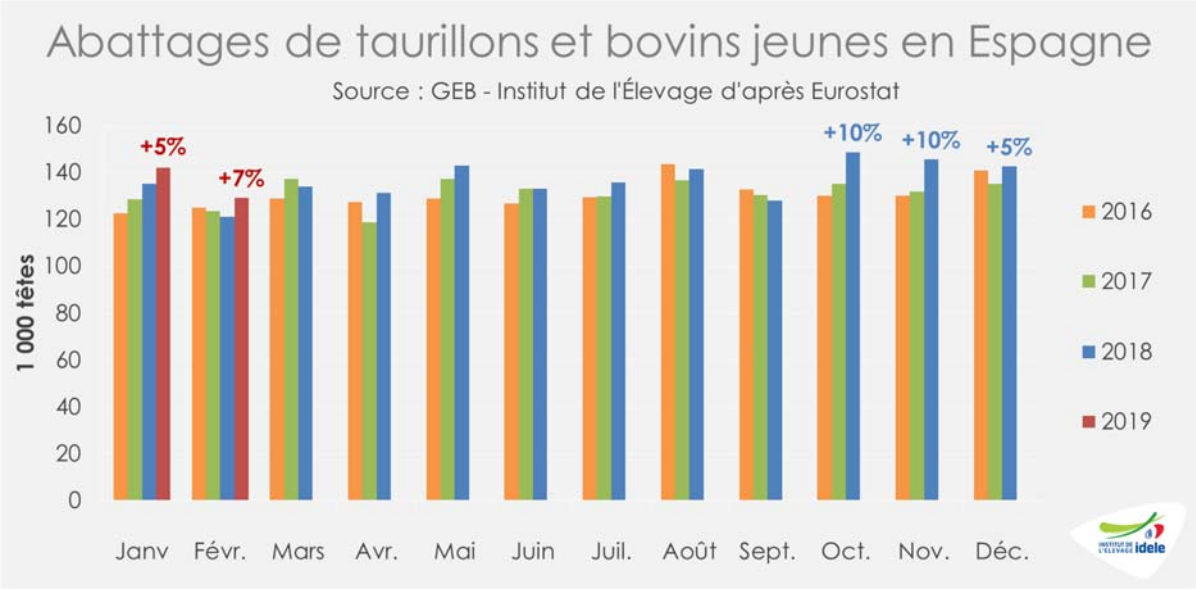


En effet, suite au scandale sanitaire du début d'année, la demande européenne en viande bovine polonaise s'est nettement contractée. D'après Eurostat, seulement 61 000 mâles ont été abattus en février dernier (-21% /2018), soit une baisse de 4% de l'effectif cumulé sur 2 mois,

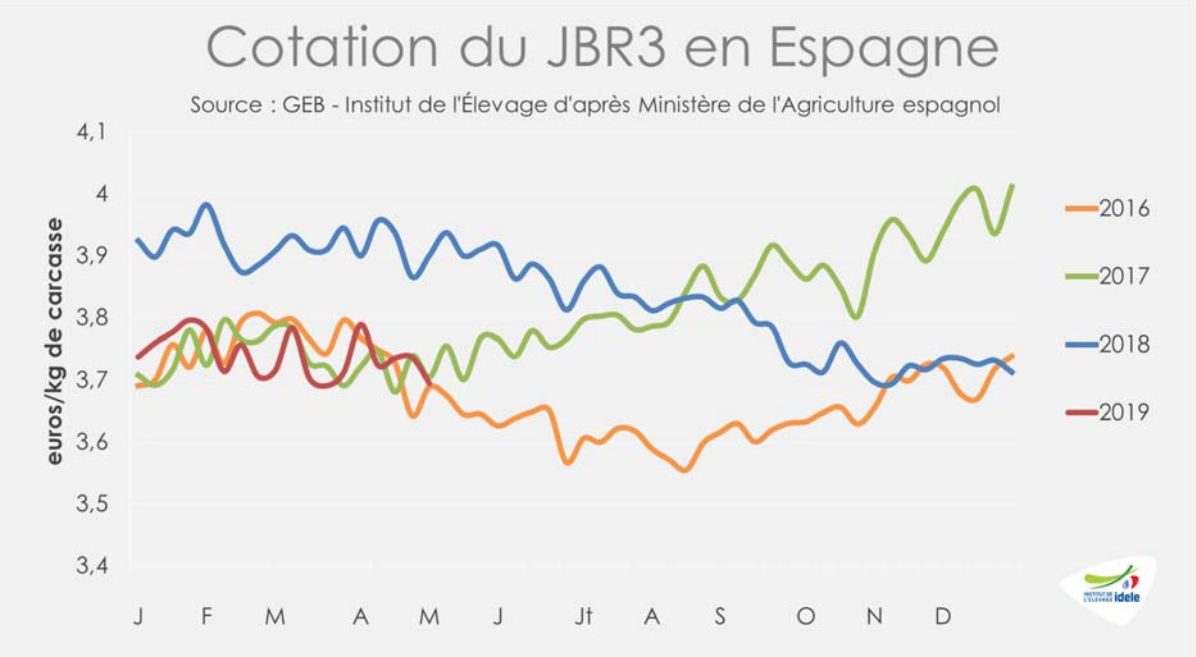
Les mâles restant à écouler, qui ne bénéficient plus du débouché turc depuis la fin de 2018, devraient peser sur les marchés dans les mois à venir.

ESPAGNE : la poursuite des abattages pèse sur les cours

En **Espagne**, les abattages de JB ont nettement progressé depuis l'automne 2018, en lien avec l'effondrement du débouché turc pour les bovins vivants. Les données publiées par Eurostat indiquent une reprise des abattages de taurillons de 7% en février par rapport à l'année précédente, à 129 000 têtes.



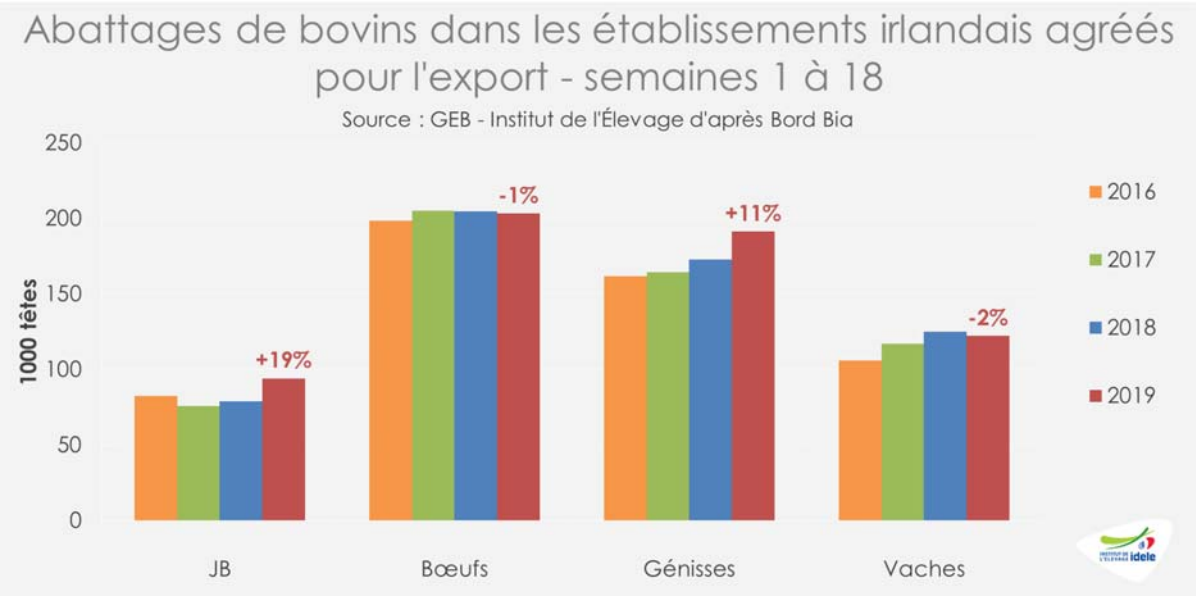
Ces abattages supplémentaires pèsent depuis la fin de l'année dernière sur le marché domestique espagnol comme sur le marché communautaire du jeune bovin. Ainsi, la cotation du JB R espagnol peine à retrouver les niveaux exceptionnels atteints entre le 2nd semestre 2017 et le 1er semestre 2018. À 3,69 €/kg de carcasse début mai (-5% /2018), la cotation a perdu 9 centimes en un mois.



Irlande : progression de la production du JB

En **Irlande**, le Brexit continue de susciter de vives inquiétudes au sein de la filière bovine, même si la date de sortie a été repoussée de 6 mois. Début mai, un millier d'éleveurs adhérents à l'IFA (*Irish Farmers Association*) manifestaient à Cork contre les impacts déjà effectifs du Brexit.

Si ces inquiétudes sont partagées par l'industrie, l'anticipation du Brexit semble avoir des effets sur le type d'animaux produits. D'après les statistiques hebdomadaires de Bord Bia, les abattages de JB progressent pendant que ceux de bœufs diminuent. Depuis le début de l'année (semaine 1 à 18), les abattages de JB dans les abattoirs agréés pour l'export ont augmenté de plus de 15 000 têtes (+19% /2018) quand ceux de bœufs ont reculé de près de 2 000 têtes (-1%). La production irlandaise de mâles semble se réorienter vers l'Europe continentale plus consommatrice de JB au détriment du bœuf, destiné prioritairement au Royaume-Uni.



La cotation du JB R irlandais s'est appréciée de 19 centimes entre les semaines 14 et 18 (+6%), mais elle reste cependant nettement inférieure à celles des années précédentes (3,52 €/kg éc, soit -12% /2018 et -10% /2017).

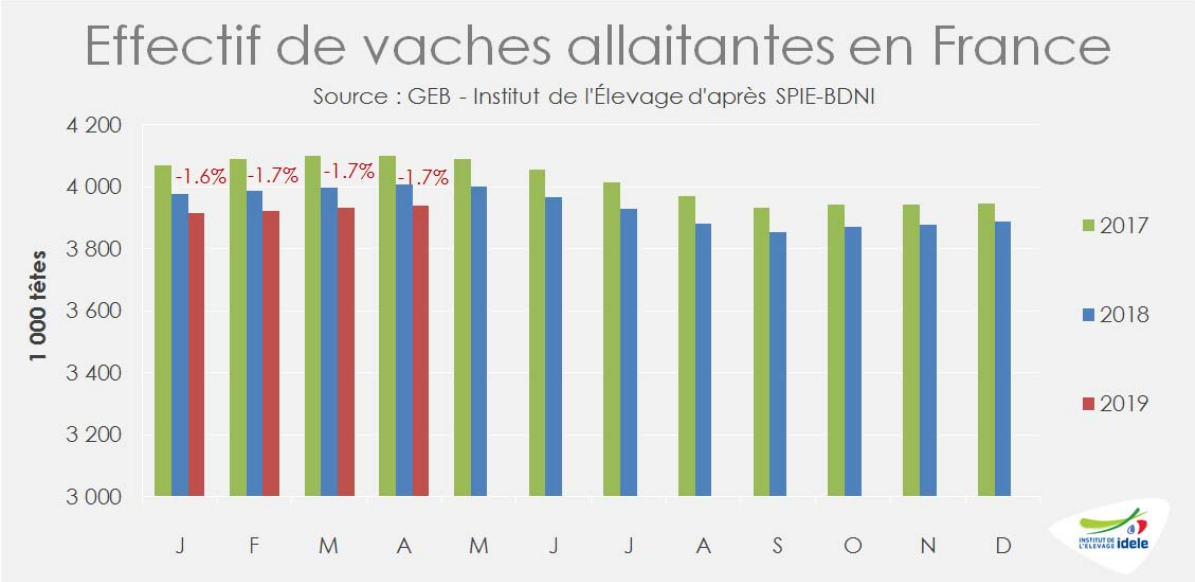
Viandes bovines » Femelles » France »

La décapitalisation se pousuit

Malgré la baisse des abattages de vaches, la décapitalisation se poursuit. Par ailleurs, la forte baisse des naissances enregistrées dans le cheptel allaitant n'est pas de bon augure pour les éleveurs.

Décapitalisation et baisse de productivité du cheptel allaitant

Le nombre de vaches allaitantes continue de reculer au même rythme que les mois précédents (-1,7% /2018 au 1er avril). En effet, le recul des entrées dans le cheptel fait plus que compenser la baisse des réformes.



À ce repli du cheptel reproducteur s'ajoute une chute de la productivité numérique qui conduit à un effondrement des naissances de veaux de mères allaitantes au 1er trimestre 2019. Celles-ci sont tombées à 1,15 million de têtes sur les 3 premiers mois de l'année (-73 000 /2018 ou -6%). Cette baisse de productivité s'explique sans doute par la sécheresse de l'an dernier, mais également par la FCO qui aurait diminué la fertilité des taureaux et provoqué des avortements et des naissances de veaux non viables.

Le cheptel laitier poursuit quant à lui son érosion de façon quasi-constante (-0,7% /2018 au 1er avril).

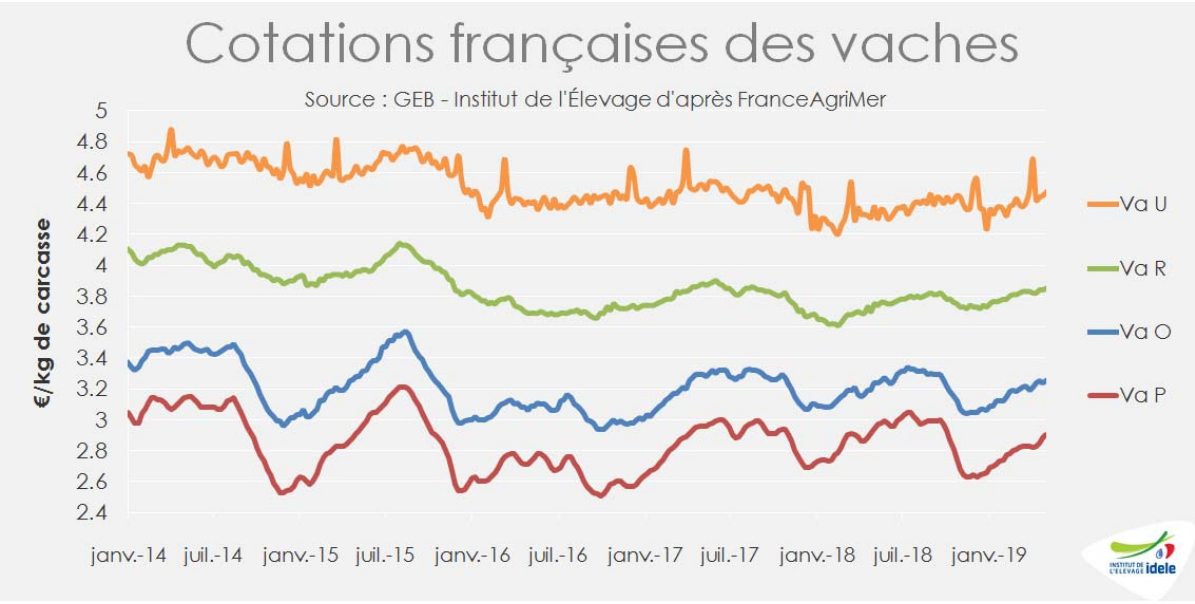
Abattages toujours en baisse

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches continuent de reculer par rapport aux niveaux élevés de l'an dernier (-3% /2018 pour les vaches laitières sur les 4 semaines finissant le 12 mai et -5% pour les vaches de type viande).

Compte tenu des évolutions du cheptel et de la forte baisse du nombre de génisses prêtes à entrer dans le troupeau, tant en races laitières (-6% /2018 pour les génisses de plus de 18 mois) qu'en races allaitantes (-3%), les réformes devraient rester contenues dans les prochains mois.

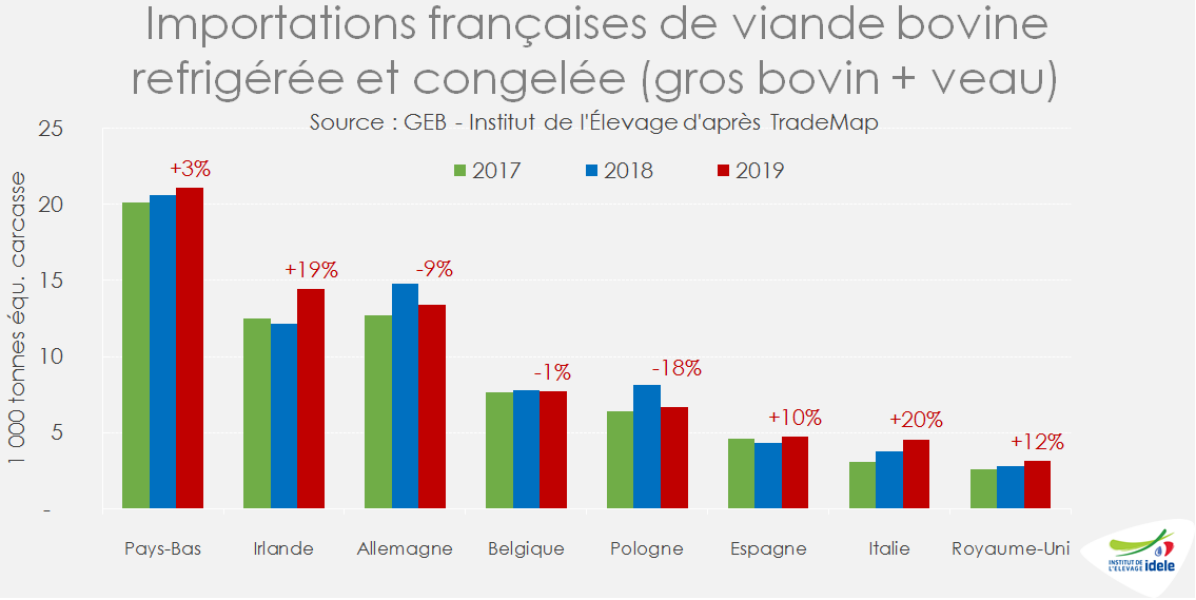
Les prix se redressent sans pour autant retrouver leur niveau de 2017

Après une année noire en 2018, due à l'afflux de réformes en France et en Europe qui avait fait s'écrouler les prix, les cours se redressent mais restent inférieurs à ceux de 2017. Début mai, la vache U cotait 4,47 €/kg de carcasse (+2% /2018 mais -1% /2017), la vache R 3,85 €/kg (+3% /2018 ; -1% /2017) et la vache O 3,25 €/kg (= /2018 ; -1% /2017).



Plus de viande importée au premier trimestre

Les importations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont totalisé 79 000 tonnes équivalent carcasse au premier trimestre (+3% /2018 et +9% /2017). Avec 21 000 téc (+3% /2018), les Pays-Bas poursuivent leur percée, mais la hausse concerne essentiellement la viande de veau (voir l'article sur le veau de boucherie). L'Irlande passe devant l'Allemagne en tant que deuxième fournisseur, à 14 000 téc (+19% /2018). Les abattages massifs en Irlande en préparation du Brexit ont fortement accru les disponibilités tout en faisant pression sur les prix (voir l'article sur les femelles en Europe). L'Allemagne a en revanche diminué ses envois (-9% à 13 000 téc) en raison de disponibilités très limitées en viande de vache. La Pologne (-18% à 7 000 téc) accuse le coup du scandale de la viande issue de vaches malades. L'Italie et l'Espagne en profitent pour revenir sur le marché français. La peur des conséquences du *Brexit* a également poussé les Britanniques à anticiper les abattages au premier trimestre et à expédier plus de viande vers le reste de l'Europe, portant à 3 000 téc les volumes importés en France (+12% /2018).



Consommation par bilan intermédiaire entre 2017 et 2018

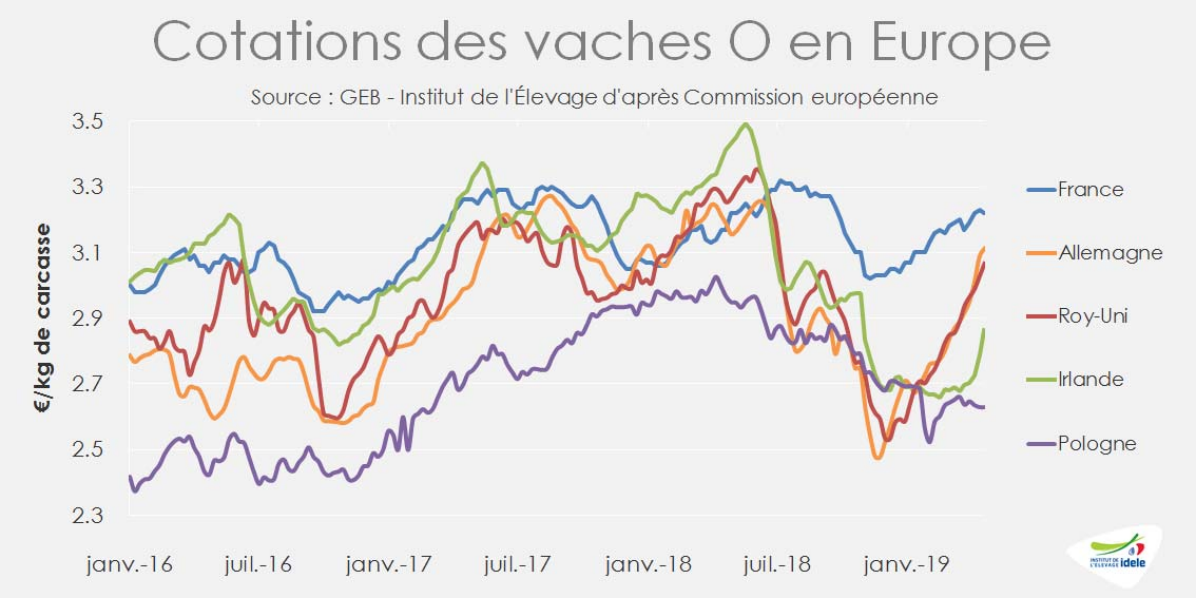
D'après nos estimations, les disponibilités consommables en France au 1er trimestre auraient totalisé 387 000 tonnes équivalent carcasse, soit un niveau intermédiaire entre ceux des 2 années précédentes (-1,7% /2018 et +1,6% /2017).

Le panel d'achat des ménages Kantar montre l'impact de l'encadrement des promotions en GMS depuis le 1er janvier 2019. En janvier, mois où le porc était traditionnellement mis en avant, les achats de porc ont baissé de 4%, permettant à ceux de bœuf de progresser de 2%. A l'inverse en février, mois où les promos étaient traditionnellement plus axées sur le bœuf, les achats de bœuf ont chuté de près de 8% alors que le porc ne baissait que de 2%.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Vers une offre limitée

Après un premier trimestre chargé dans les îles britanniques, les abattages semblent se calmer à l'image de la situation qui prévaut dans les autres pays européens depuis le début de l'année. Les prix remontent partout, sauf en Pologne, où le secteur reste convalescent après le scandale de fin janvier.

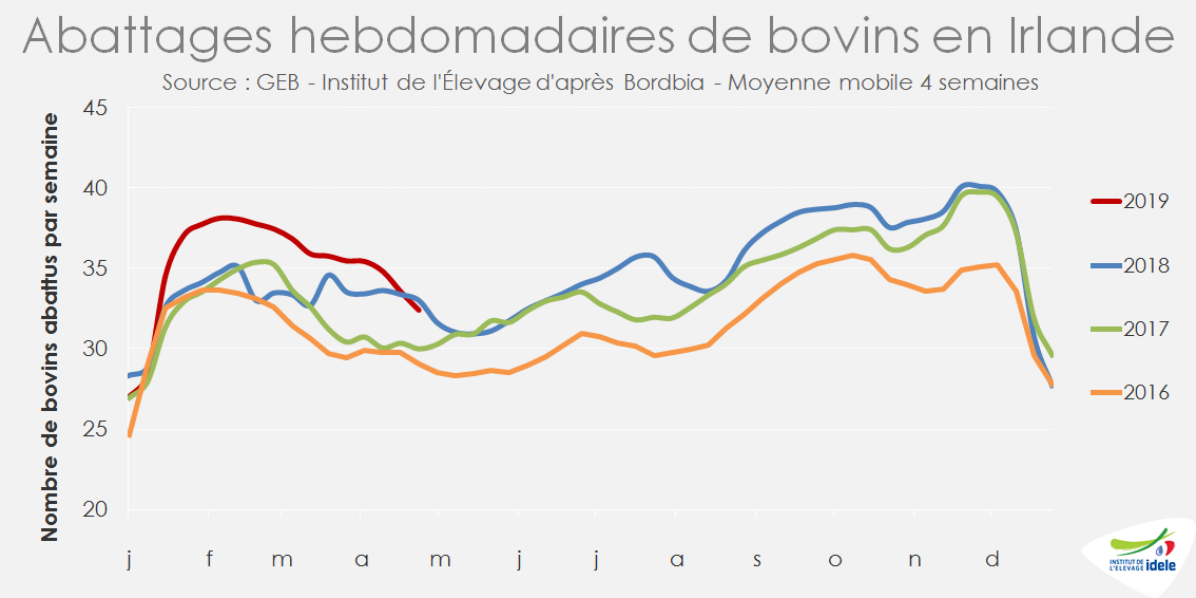


IRLANDE : fin de l'afflux de viande et remontée des cours

En Irlande, les abattages de bovins ont été particulièrement dynamiques au 1er trimestre (+8% /2018) en raison d'un cheptel étoffé et d'une anticipation de la fermeture du marché britannique en cas de *Brexit* dur, *Brexit* finalement été reporté au plus tard le 31 octobre 2019. Le marché a donc été particulièrement lourd, d'autant plus que les opérateurs britanniques ont eux aussi anticipé des abattages par peur de ne pouvoir exporter sur l'Europe continentale à partir d'avril (les abattages de bovins étaient en hausse de 1% /2018 au 1er trimestre, alors que le cheptel était en baisse de 1% en décembre 2018).

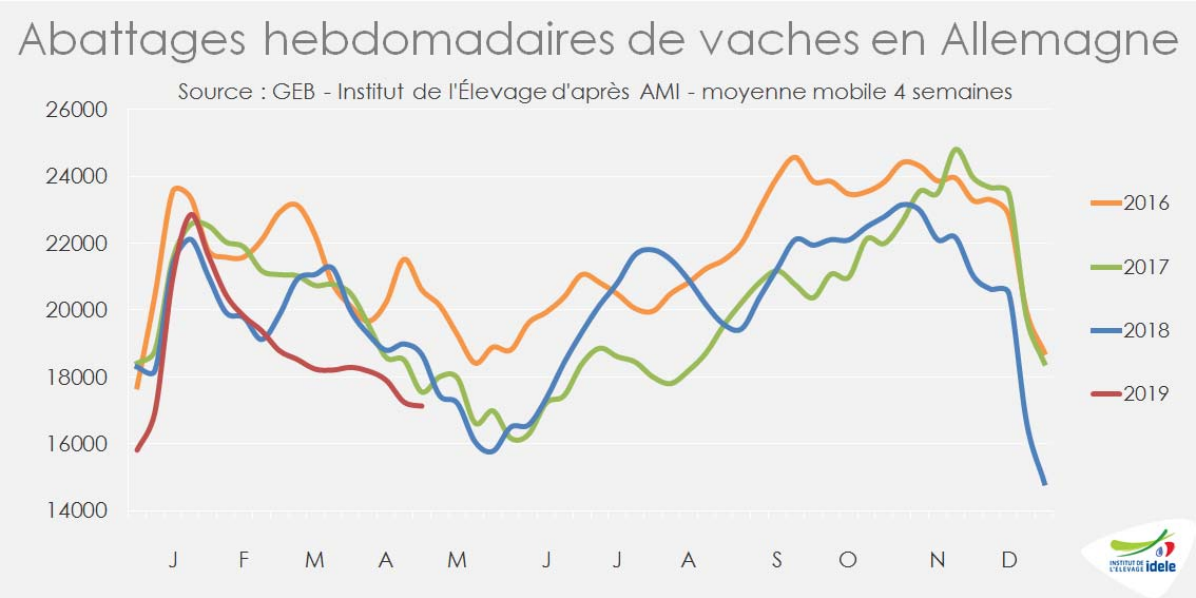
Ceci a fait plonger les prix. Toutefois, depuis la mi-avril, les effectifs abattus en Irlande sont repassés sous leur niveau de 2018 (-2% sur les 4 dernières semaines connues), ce qui a permis aux cours de rebondir. Les prix à la production restent toutefois très inférieurs à ceux des 2 années précédentes. La cotation de la vache O a beau avoir regagné 17 centimes en 4 semaines, elle n'atteignait que 2,87 €/kg de carcasse fin avril (-16% /2018). Celle de la génisse R, à 3,86 €/kg, affichait toujours un recul de 7% par rapport à l'an dernier.

Par ailleurs, les manifestations d'éleveurs semblent avoir porté leurs fruits puisqu'un fond de 100 millions d'euros (50 millions de la Commission européenne et 50 millions de l'État irlandais) aurait été débloqué le 15 mai afin de compenser ces effets indirects du *Brexit* avant l'heure (voir l'article en anglais sur Agriland.ie).



ALLEMAGNE : offre en baisse et prix du porc dopent les cours des vaches

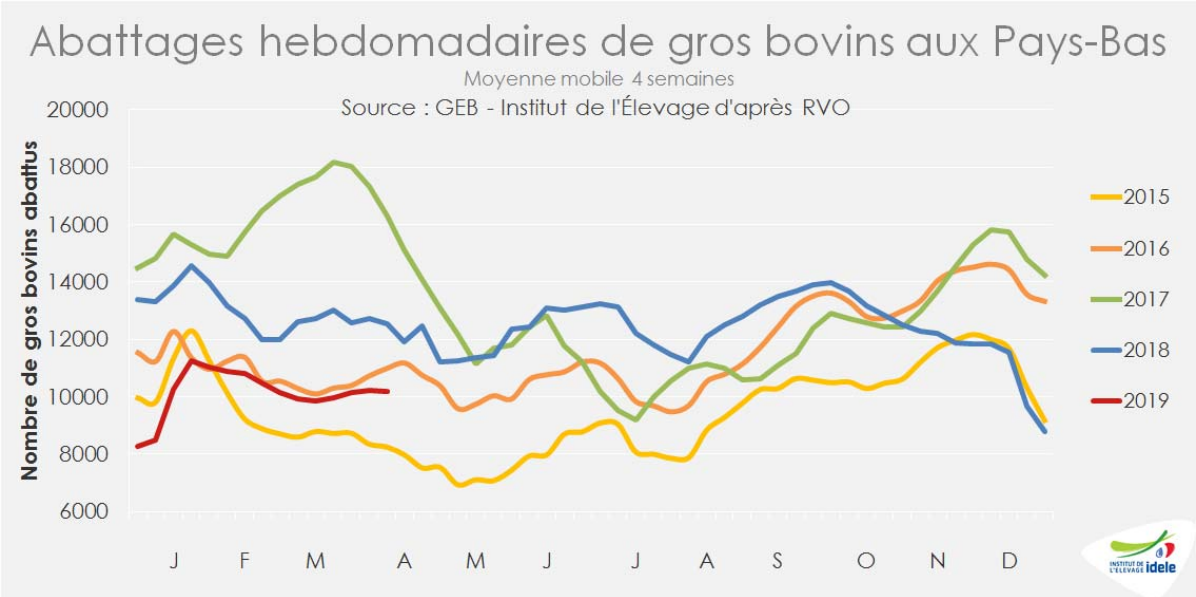
En Allemagne, le ralentissement des réformes se confirme. Sur les 5 semaines finissant le 5 mai, les abattages de vaches étaient en retrait de 6% par rapport à 2018, Soit -5% sur les 18 premières semaines de l'année.



Les prix se sont donc bien redressés depuis le début de l'année et la remontée s'est même accélérée en avril. La cotation allemande de la vache O a gagné 19 centimes en 4 semaines pour remonter à 3,05 €/kg de carcasse début mai, un niveau intermédiaire entre celui des deux années précédentes (-2% /2018 ; +4% /2017). La forte hausse des cours du porc, qui a progressé de 5% en 4 semaines, a sans doute contribué également au redressement des cours des vaches, les deux viandes étant fréquemment mélangées dans les produits transformés, leurs proportions pouvant varier.

PAYS-BAS : retour à la normale

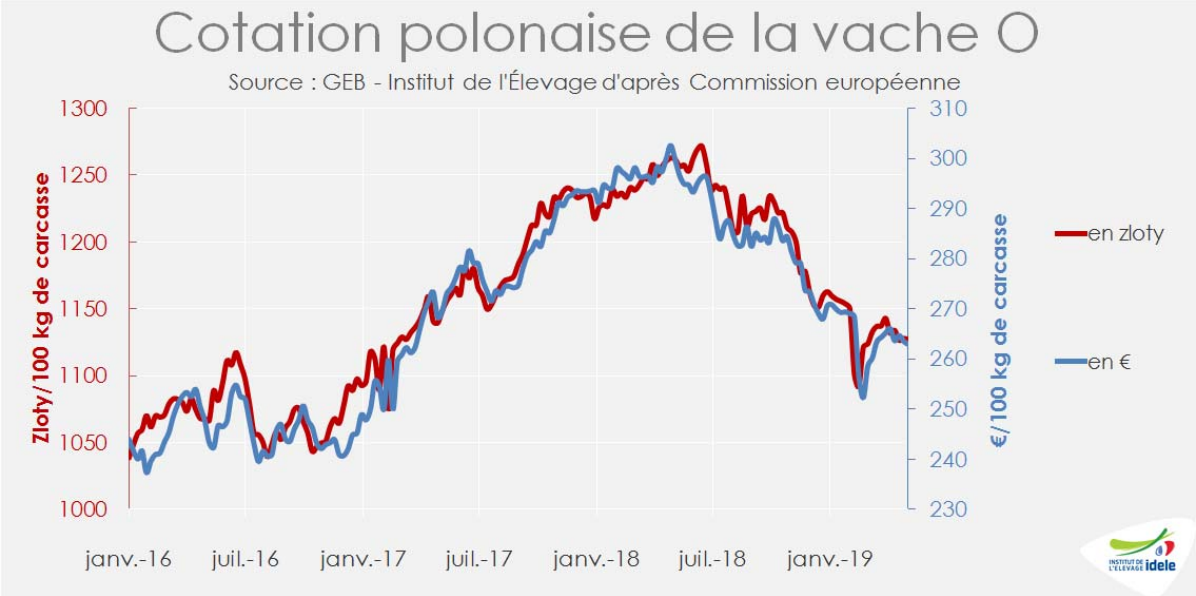
Les abattages de gros bovins aux Pays-Bas ont retrouvé des niveaux normaux, après 2 ans d'abattages massifs imposés par la mise aux normes environnementales concernant les émissions de phosphates. Ainsi les abattages de gros bovins ont été en forte baisse sur les 16 premières semaines de l'année (-21% /2018 et -42% /2017) pour retrouver un niveau proche de celui de l'année 2016.



POLOGNE : marché convalescent

En Pologne, les prix des vaches ne remontent pas, contrairement aux dynamiques à l'œuvre dans les autres pays. L'image de la viande polonaise a été mise à mal fin janvier par le scandale de la viande commercialisée issue de vaches malades. D'une part, les opérateurs doivent miser de nouveau sur le critère prix pour exporter. D'autre part, le retard pris dans les abattages en février, lorsque la demande était au point mort, pèse sur le marché.

La cotation de la vache O a encore perdu 1 centime sur les 4 dernières semaines pour tomber à 2,63 €/kg de carcasse début mai (-11% /2018 et -4% /2017).



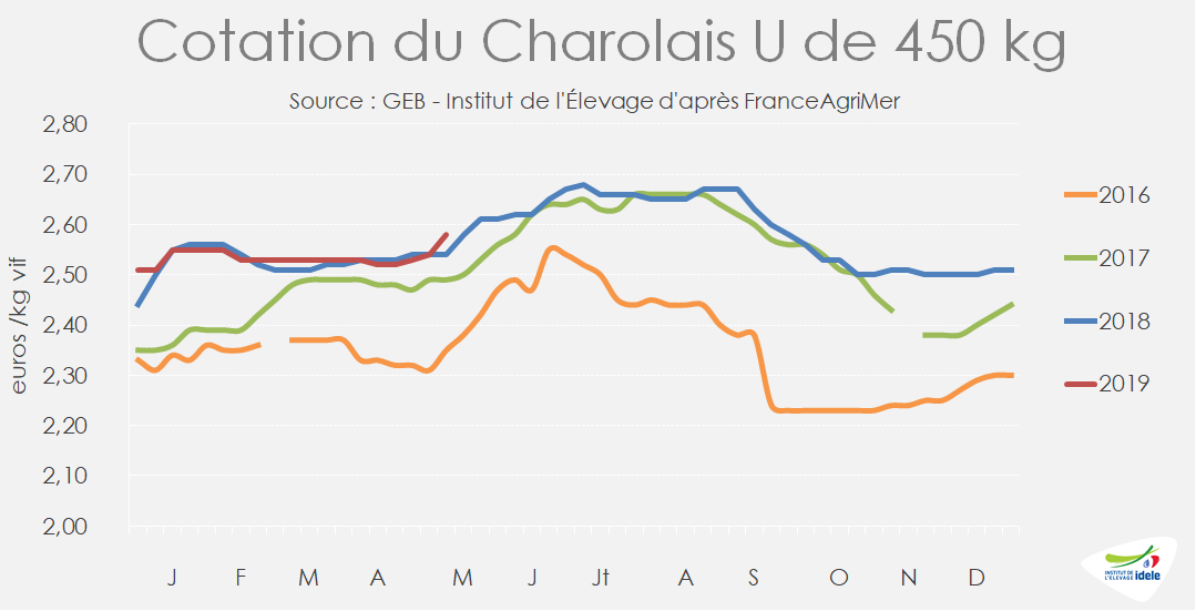
Viandes bovines » Maigre »

L'offre limitée et la reprise des importations algériennes maintiennent les cours

Au premier trimestre, les cours des broutards ont été stables. La demande italienne s'est maintenue, mais s'oriente toujours vers davantage de femelles. La reprise de la demande algérienne a contrebalancé le ralentissement des achats espagnols. L'offre française continue de se réduire.

Cours stables

Sur le premier trimestre, les cours des gros bovins maigres étaient stables ou en légère hausse. A 2,58 €/kg vif en semaine 19, la cotation des Charolais U de 450 kg, plutôt destinés au marché italien, a démarré sa hausse saisonnière, soit 4 cts de plus qu'en 2018 (+2%). La demande algérienne tire les cours des mâles aubracs U de 350 kg, à 2,66 € /kg éc (+11 cts /2018, soit +4%).

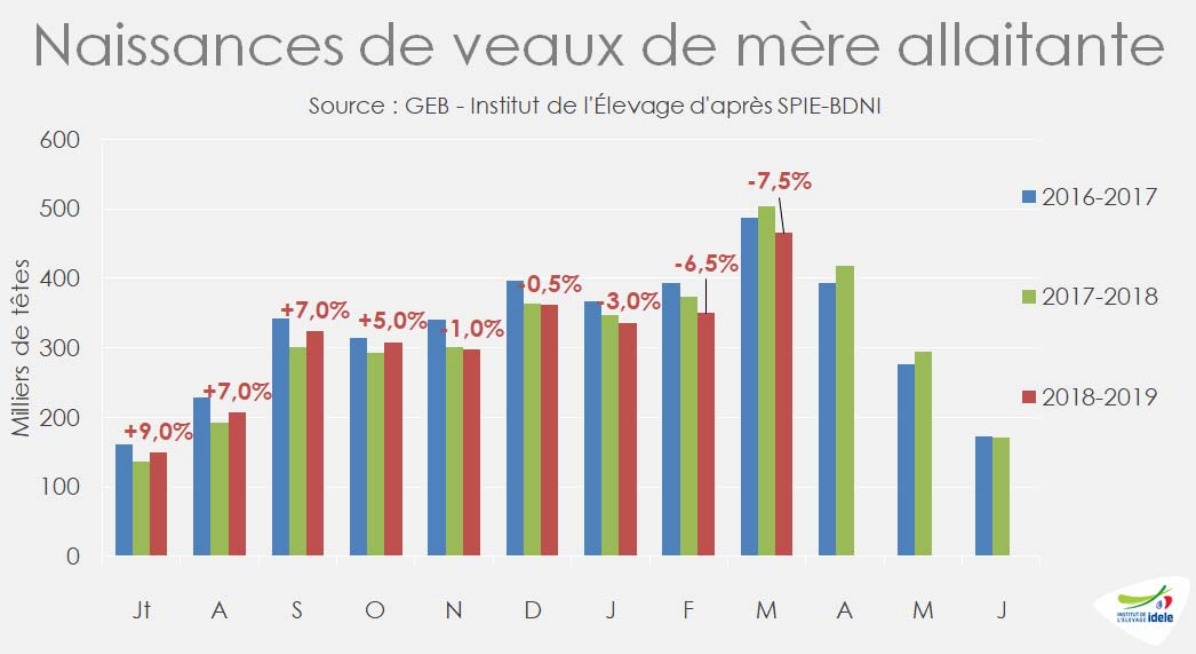


Du côté des femelles, les cotations des Limousines de 270 kg vif E et U ont aussi été stables, à 2,76 € /kg éc en semaine 19, se situant à un niveau intermédiaire entre 2017 et 2018, -1% /2018 et +3% /2017.

Offre limitée

En mars, la baisse des naissances de mère allaitante s'est amplifiée. Celles-ci n'ont totalisé que 465 000 têtes, soit un déficit de 38 500 têtes par rapport à l'an passé (-7,5% /2018). Les naissances se sont élevées à 1 151 000 têtes au 1er trimestre (-6% /2018 et -8% /2017).

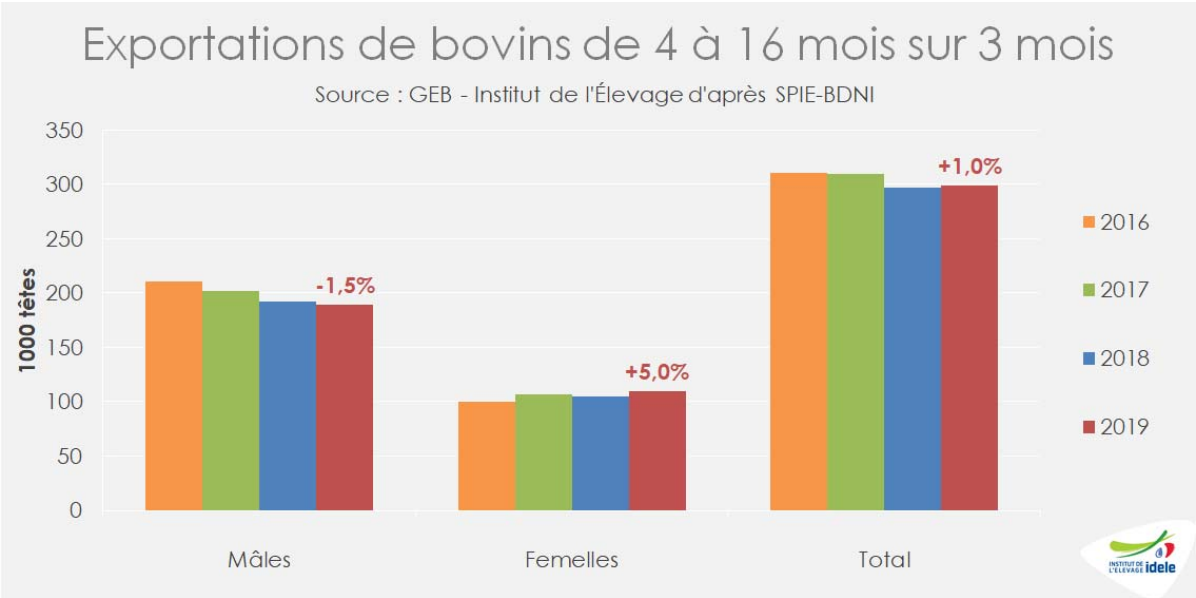
La décapitalisation du cheptel allaitant en cours depuis 2017 (lien article femelles) n'explique pas toute la baisse. Il semble que les fourrages limités ou de piètre qualité ainsi que la recrudescence des cas de FCO de type 8 dans les bassins charolais et limousin aient impacté la fertilité des femelles en 2018 et provoqué de nombreuses naissances de veaux non viables.



Les stocks de broutards de 0 à 6 mois au 1er avril ont ainsi chuté à 981 000 têtes, soit de -3% /2018 et de -7,5% /2017. Les 594 000 mâles de 6 à 12 mois sont quant à eux plus nombreux qu'à leur bas niveau de 2018 (+6%), mais moins que deux ans auparavant (+3% /2017).

Exportations en légère hausse grâce au marché algérien dynamique

Cette offre limitée rencontre une demande plutôt ferme. Au 1er trimestre, les envois de bovins maigres ont progressé de 1% /2018. L'Italie a importé la majeure partie des 299 000 animaux expédiés depuis janvier, soit autant qu'en 2018 mais avec toujours plus de femelles (+5%) et moins de mâles (-1,5%). L'Espagne a quant à elle notablement réduit ses achats de broutards français, depuis que la Turquie a cessé ses importations de vifs finis à partir de l'été dernier.



Les envois de broutards vers l'Algérie ont en revanche plus que doublé en mars par rapport à 2018 avec 7 800 têtes, et progressé de 36% /2018 sur 3 mois. D'une part, les autorités algériennes ont levé les contraintes à l'importation à la mi-février, provoquant un report des envois. Elles avaient fermé les frontières aux bovins vifs au 2nd semestre 2018 pour maîtriser la fièvre aphteuse et ouvert leur marché de façon limitée en décembre. D'autre part, les opérateurs algériens ont accru leurs importations en prévision de la consommation de viande importante durant le ramadan qui a lieu en mai cette année.

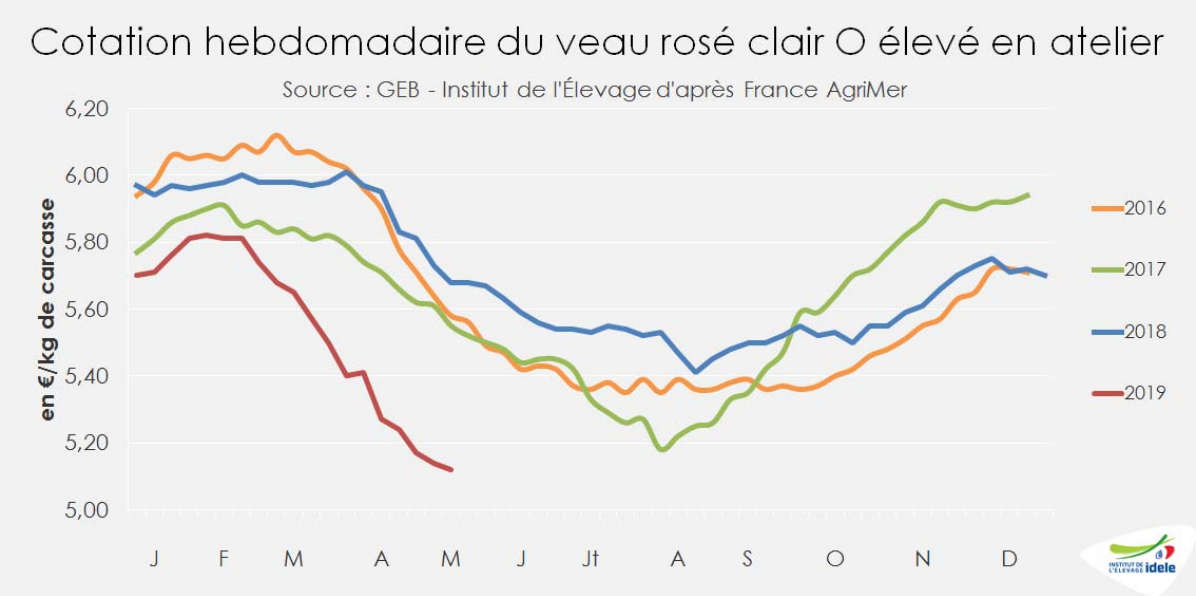
Malgré des mises à l'engraissement peu dynamiques en France, l'offre limitée et les envois de broutards en légère hausse ont permis de stabiliser le marché des gros bovins maigres. Cependant, si les moindres envois vers l'Espagne ont été contrebalancés par la reprise de la demande algérienne, celle-ci demeure instable et l'équilibre actuel du marché du broutard demeure incertain.

Les indicateurs au rouge

Depuis février les cotations des veaux de boucherie ne cessent de plonger, la faute à une consommation en berne et à une offre importante en France et en Europe. La période estivale approchant, la situation devrait rester difficile pour les intégrateurs pendant plusieurs mois.

Effondrement des cours

La cotation du veau rosé clair O a démarré 2019 à un bas niveau et connait de surcroit une baisse saisonnière précoce, brutale et longue. Depuis la semaine 7, elle s'est effondrée de 70 centimes par kg pour s'établir en semaine 19 à 5,12 €/kg éc, soit -10% /2018. Le constat est le même pour le veau rosé clair R, dont la cotation s'établit à 5,60 €/kg éc, soit -10% par rapport à un niveau déjà très bas en 2018.

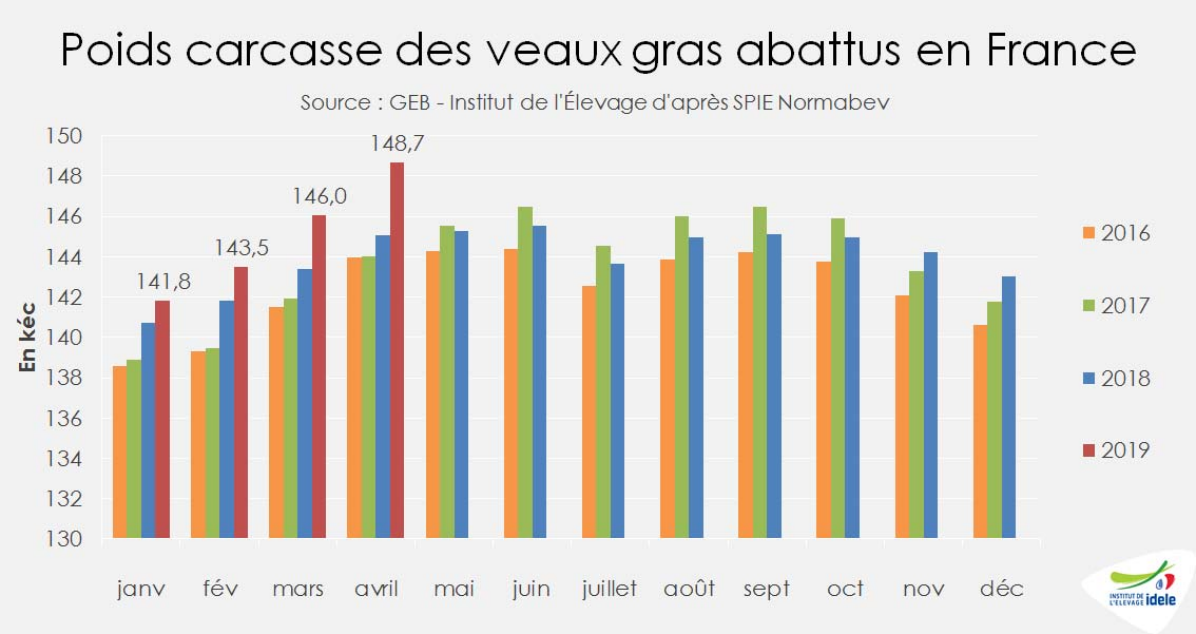


Consommation en berne

La chute des cotations reflète l'encombrement du marché lié à une consommation en berne depuis le début de l'année. Selon certains opérateurs, les ventes de viande de veau ont fortement chuté en GMS à partir de février. Le panel Kantar confirme ce constat, en février 2019 les achats de viande de veau par les ménages auraient chuté de 16% /2018. Cette chute de la demande peut être attribuée à une météo estivale en mars et avril, mais aussi à l'encadrement des promotions imposé par la loi EGAlim. Les ventes de veau sont très dépendantes des actions de mises en avant en GMS, que la mise en œuvre de la loi semble avoir perturbées. Le marché est en outre lourd ailleurs en Europe, notamment aux Pays-Bas.

Alourdissement contraint des veaux

Sur les 4 premiers mois de 2019, les abattages de veaux engraissés en France et corrigés des variations journalière (CVJA) ont reculé de 3,5% /2018, à 414 mille têtes. Les abatteurs sont contraints de retarder les sorties provoquant un net alourdissement des veaux abattus : sur janvier-avril leur poids moyen atteint 144 kg éc soit +1% /2018, le mois d'avril représentant un record absolu à 148 kg éc. Ainsi, la production CVJA de viande de veaux engraissés en France a atteint 59 800 téc sur janvier-avril soit -2% /2018 et -1,5% /2017. L'alourdissement des carcasses grève en partie les efforts de maîtrise de l'offre réalisés par les intégrateurs et complique le retour à l'équilibre du marché.

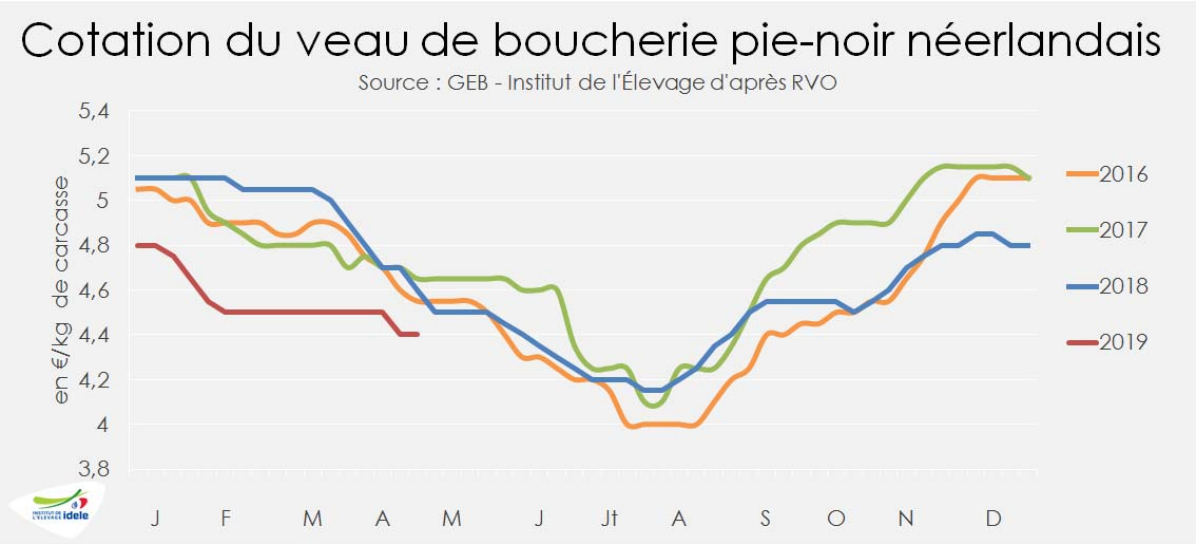


Les importations de veaux en rythme de croisière

Depuis fin 2017, un flux de veaux finis importé de Belgique s'est développé. Après une forte croissance courant 2018, il semble désormais stabilisé. Sur les 4 premiers mois de 2019, les importations de veaux finis ont été multipliées par 2, à 19 800 têtes. Cet afflux vient compenser le recul des veaux engraissés et abattus en France, même si, selon les opérateurs, la majorité des viandes issues des veaux importés est réexportée. Ainsi sur les 4 premiers mois de 2019, les effectifs totaux de veaux de boucherie abattus en France ont reculé de 1% par rapport à 2018 à 434 000 têtes et progressé 1% en volume à 63 000 téc.

Pays-Bas : La production continue de progresser

L'année 2018 a été marquée par une forte hausse des abattages aux Pays-Bas. Selon les données nationales (CBS : Bureau Central de Statistique), les abattages de veaux ont bondi de +8% /2017 en têtes (*chiffre corrigé : le niveau d'abattage néerlandais annoncé le mois dernier correspondait à une erreur dans les chiffres diffusés par Eurostat*). Ce rebond des abattages a deux origines : d'une part le développement de la production néerlandaise, et d'autre part le net repli des exportations de vifs finis (77 000 veaux en 2018 contre 126 000 têtes en 2017), principalement vers la Belgique et l'Allemagne. Ainsi la production intérieure brute (Abattages + exports vif fini) a progressé en 2018 de +4% /2017. La poursuite de cette croissance début 2019, qui intervient dans un contexte de demande morose, met sous pression les marchés. La cotation du veau pie-noir néerlandais est très dégradée depuis novembre 2018. En semaine 19, elle atteint 4,40 €/kg soit -4% /2018 et -5% /2017. Aux Pays-Bas comme en France le poids moyen des carcasses bat un nouveau record , à 154 kg éc en février 2019,t soit +3,5% /2018.



A quand le redressement ?

Les marchés des veaux de boucherie semblent durablement dégradés. L'approche des promotions du veau de Pentecôte pourrait aider à stabiliser les cours à leur mauvais niveau actuel, mais l'importance des retards d'abattages laisse présager une production de viande en hausse dans les semaines à venir. La situation nedevrait pas se rétablir avant l'automne, sous l'effet de mises en place ralenties depuis avril.

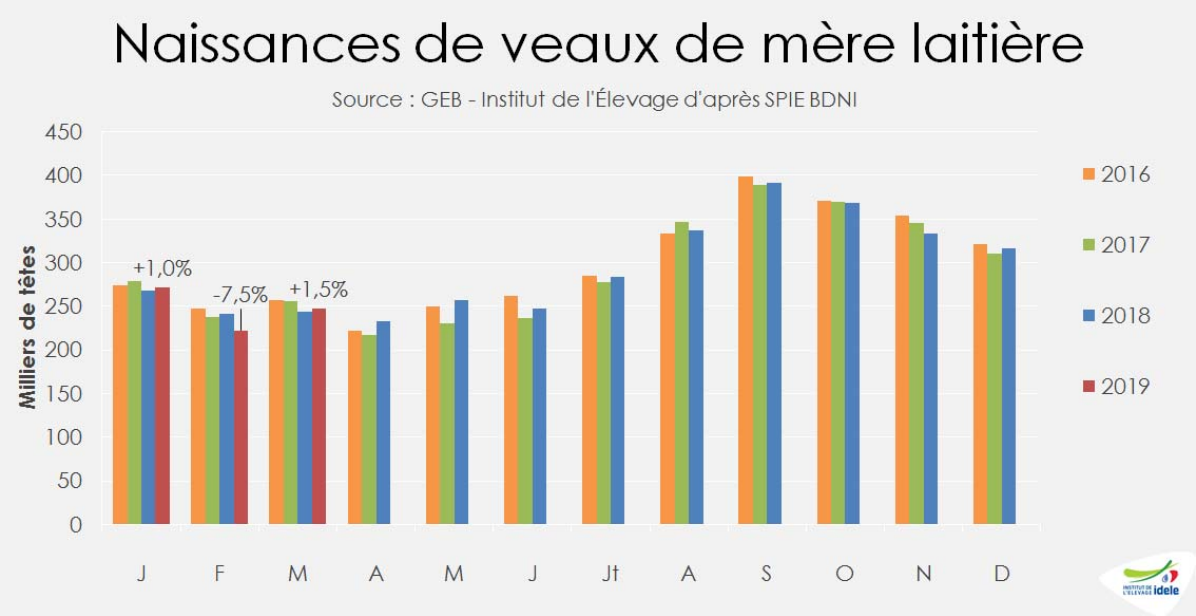
Cours plombés par le veau de boucherie

Le creux des vêlages laitiers au 1er semestre tire habituellement vers le haut les cotations des veaux nourrissons. Ce n'est pas le cas en 2019, les prix stagnent en raison d'une demande très faible en France et modérée en Espagne.

Repli structurel des naissances

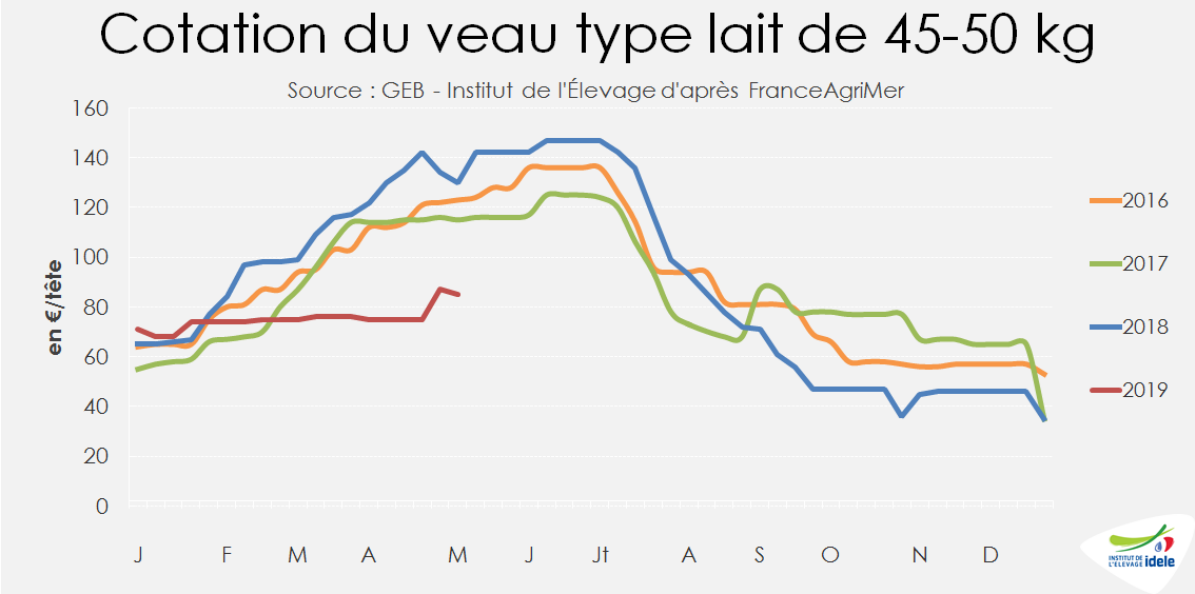
Le 1er trimestre 2019 a vu un repli des naissances laitières de 1,5% /2018 à 741 000 têtes. Ce repli s'inscrit dans une tendance de long terme, en lien avec le recul des effectifs de vaches laitières. Néanmoins et comme depuis plusieurs années, on note une progression des naissances de veaux croisés au détriment des veaux laitiers de race pure. Au 1er trimestre 2019, les naissances de veaux laitiers de race pure ont reculé de -3% /2018 à 531 000 têtes alors que les veaux croisés de races laitières ont progressé de +4,5% /2018 à 54 500 têtes traduisant la popularité croissante des vaches laitières croisées.

Les naissances de veaux croisés lait x viande ont également progressé sur janvier-mars 2019, mais leur développement impressionnant ces dernières années semble désormais plafonner. Les naissances du 1er trimestre sont, avec 156 000 têtes, en hausse de 1% seulement par rapport à 2018, contre +3% /2017, +19% /2016 et +25% /2015. Ces naissances de veaux de mères laitières destinés à l'engraissement représentent 21% des naissances au 1ertrimestre 2019 contre 17% en 2015.



Des cotations atones

En semaine 19, la cotation du veau nourrisson de type lait de 45-50 kg atteignait 85€ par tête soit une progression de 10 € en 2 semaines, mais elles sont toujours en repli de 57 € /2018 et 31 € /2017. Le commerce des petits veaux pâtit de la situation du marché des veaux de boucherie malgré une offre modérée. Les cours dégradés des veaux finis n'encouragent pas la mise à l'engraissement et les retards de sorties limitent les places disponibles. Le léger rebond de la cotation observé depuis 2 semaines peut s'expliquer par le début des mises en place de veaux pour une sortie en octobre, mais un redressement significatif des cours est peu probable.



Le marché espagnol reste calme

Au 1er trimestre 2019, la France a exporté 69 500 veaux de mères laitières de moins de 2 mois, soit +0,5% par rapport au niveau très élevé de 2018 et +25% /2017. Ce flux s'explique par le repli des mises en place de veaux gras en France qui libère des veaux pour l'export. Faute de demande de la part des intégrateurs, l'export est souvent le seul débouché possible pour les veaux laitiers.

L'écrasante majorité des veaux français est expédiée en Espagne pour alimenter la filière de production de JB jeunes. Euphorique début 2018, le marché espagnol est aujourd'hui moins demandeur de veaux faute d'accès au marché turc (voir article JB en Europe). Ce relatif manque de dynamisme en Espagne explique la stagnation des effectifs exportés malgré des disponibilités en hausse en France.

Disponibilités laitières limitées et marchés en petite hausse

La production laitière est au mieux stationnaire dans la plupart des grands bassins excédentaires. La collecte s'est rétablie en mars dans l'UE-28 et un mois plus tard en France. Avec un cheptel bien ajusté, une météo plutôt clémente et in prix du lait bien orienté, elle pourrait frémir dans les prochains mois.

Dans ce contexte de ressource laitière peu abondante dans les grands bassins laitiers excédentaires, les marchés internationaux des produits laitiers sont globalement bien orientés, sauf pour le lactosérum dont les cours subissent les conséquences de la fièvre porcine africaine qui sévit en Chine et du conflit commercial sino-étatsunien.

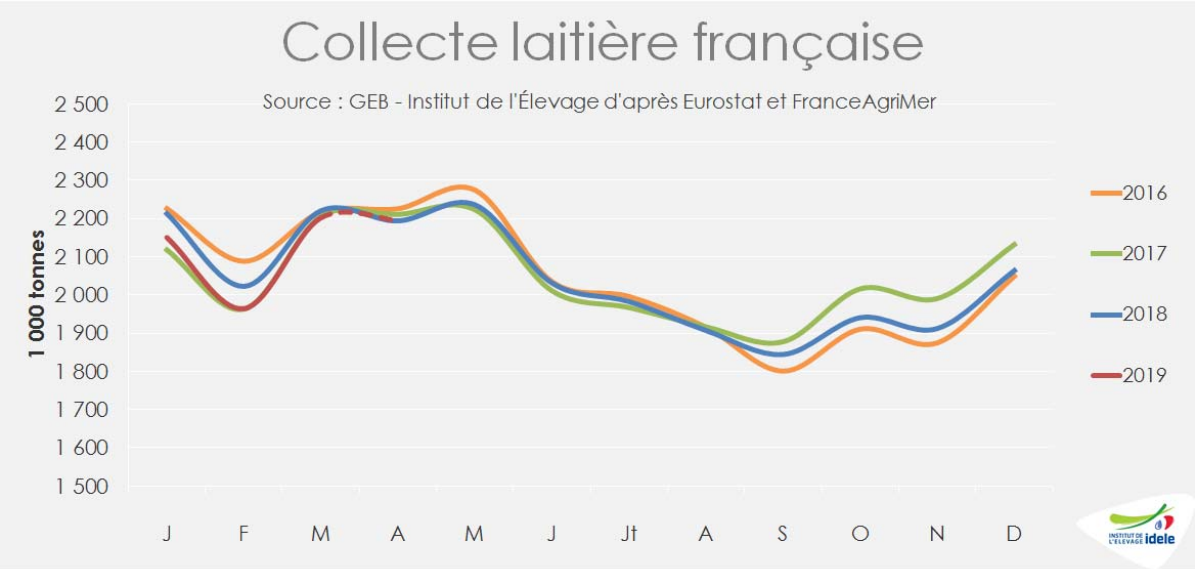
Lait de vache » Collecte laitière »

Rétablie en France et dans l'UE-28

En mars, la collecte européenne a retrouvé son niveau de l'an dernier et la France un mois plus tard. L'UE-28 demeure cependant divisée entre une petite moitié des pays qui accuse toujours un repli de la production et une autre grosse moitié chez qui elle progresse.

Rétablissement de la collecte française

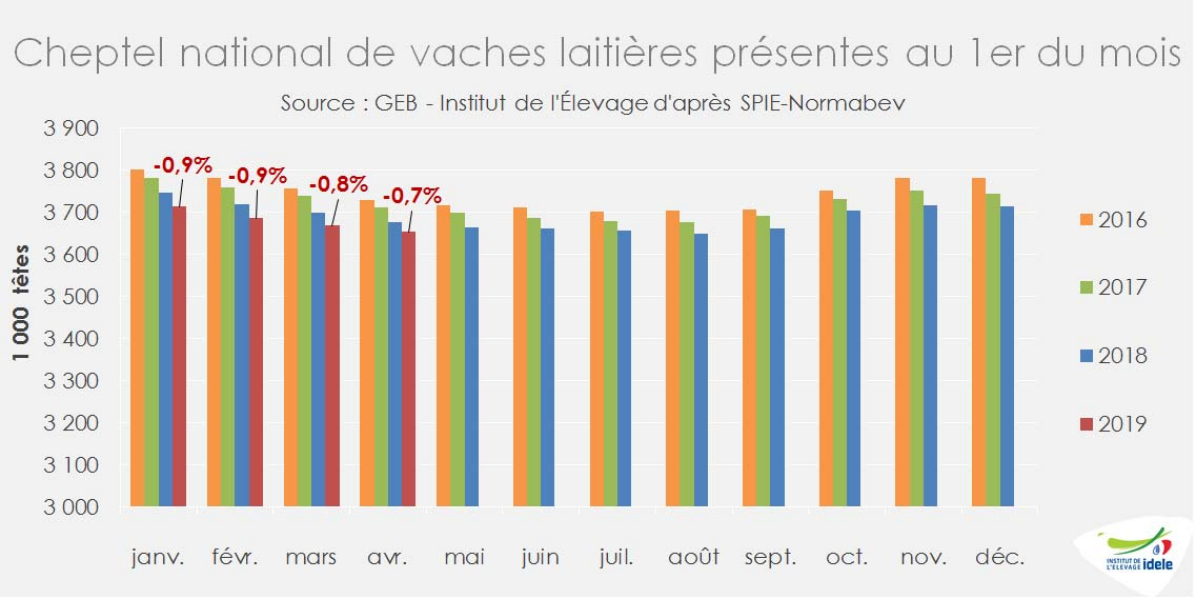
En avril, la collecte française a retrouvé son niveau de l'an dernier (2,194 millions de tonnes), d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. En mars, elle n'était plus que 0,8% sous son niveau de l'an dernier après avoir chuté de 3 à 4% entre octobre 2018 et février 2019.



L'évolution de la collecte est contrastée selon les bassins laitiers. Elle a progressé en Normandie (+2% /2018 au 1er trimestre), s'est rétablie dans le Grand Ouest, grâce à la Bretagne (+1%) et est demeurée déprimée dans le sud de la France : -5% dans le Centre et en Auvergne-Limousin, -6% en Poitou-Charentes, -8% dans le Sud-Est et Sud-Ouest. En somme, la collecte nationale a reflué de 2,2% d'un hiver à l'autre

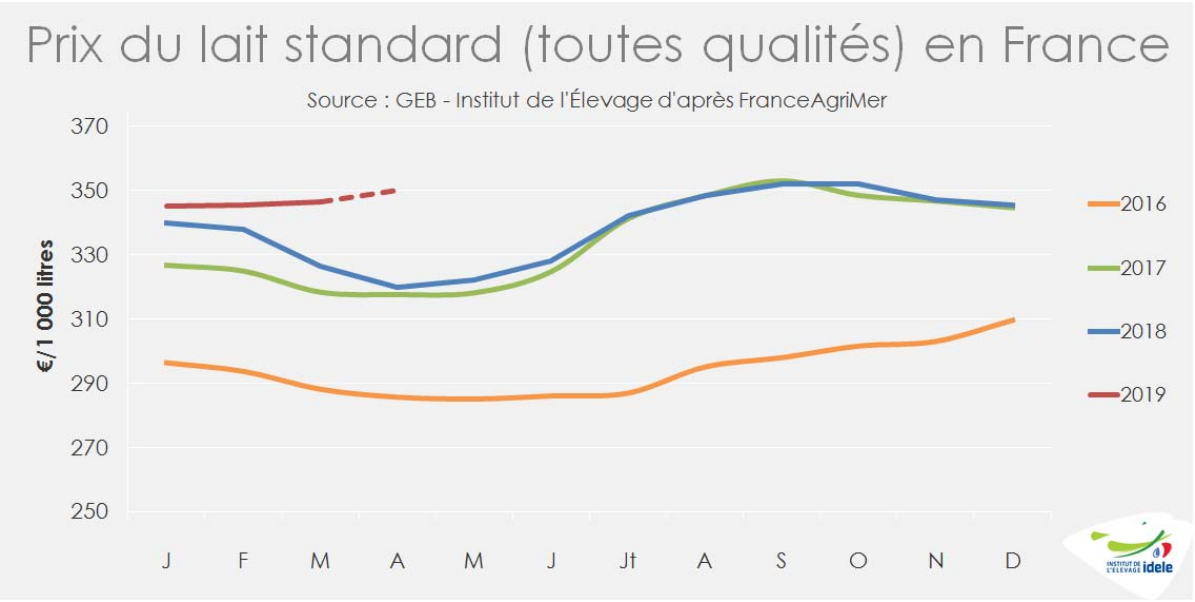
Les conditions paraissent désormais réunies pour une possible reprise de la production laitière d'ici l'été prochain. D'une part, la production herbagère des prairies est globalement excédentaire depuis mars, grâce à une météo plutôt favorable, même si la pluviométrie a été géographiquement contrastée. Fin avril, la production herbagère cumulée dépassait l'indice 110 dans presque toutes les régions laitières.

Ensuite, le cheptel national parait bien ajusté. Avec 3,65 millions de vaches au 1er avril (-0,7% /2018), il connaît une baisse saisonnière modérée de ses effectifs. Les génisses laitières de 1 à 2 ans étant peu nombreuses, les éleveurs limitent désormais les réformes au sein de leur troupeau de vaches qui est rajeuni. En mars les entrées de génisses dans les troupeaux, relativement faibles à cette période de l'année, ont sensiblement progressé (+2% /2018). Les sorties de réformes sont en revanche ralenties si bien que le bilan entrées-sorties est très faiblement négatif d'une année sur l'autre.



Comme pour la collecte, les évolutions de cheptel régional sont toujours contrastées : légère hausse dans le Grand Ouest, en Normandie et dans le Nord-Picardie, stable dans le Grand Est, en net recul ailleurs.

Ensuite, le prix du lait à la production est stabilisé à un niveau correct et pourrait sensiblement progresser dans le prochains mois. A 346 €/1 000 l au 1er trimestre, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) s'est apprécié de 10 € (+3,3%) d'une année sur l'autre, surtout grâce à une meilleure valorisation du lait transformé en ingrédients (beurre et poudre maigre). Dans les prochains mois, il pourrait encore sensiblement s'apprécier si la prise en compte des indicateurs de coûts de production du lait dans les contrats laitiers devient effective. A l'issue des négociations commerciales annuelles, les transformateurs ont obtenu de sensibles hausses de tarifs sur les marques nationales. De plus les cours des ingrédients laitiers s'annoncent bien orientés dans les prochains mois (article marchés des produits laitiers).



Malgré la hausse du prix du lait, la marge des éleveurs s'est érodée en un an sous l'effet de la hausse des prix des intrants. L'Ipampa lait de vache s'est apprécié de 3,5% d'un hiver à l'autre, soit sensiblement plus vite que le prix de vente du lait cru départ point de collecte (+2,4% /2018).

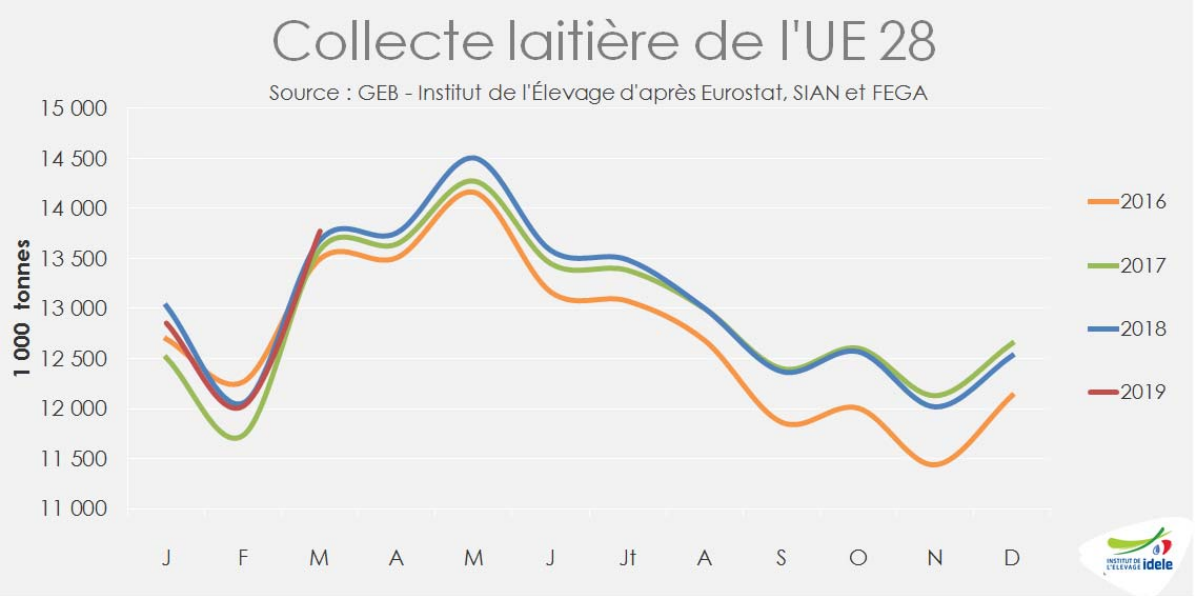
L'évolution de la collecte laitière dépend non seulement du signal prix du lait, mais aussi et de plus en plus du signal volume des collecteurs. Or ceux-ci manifestent un appétit modéré au regard de l'évolution de la demande intérieure et de leurs ventes à l'export.

Normalisation de la collecte européenne

Au sein de l'UE-28, la production laitière évolue différemment selon les pays. Elle était encore ralentie dans une dizaine de pays, notamment aux Pays-Bas (-3% /2018 et -4,5% /2017 au 1er trimestre), en Finlande, en Suède, dans la plupart des pays de mais aussi dans tous les pays du Sud (Espagne ; Italie, Grèce, Portugal).

En Allemagne, elle s'est rétablie depuis mars, égalant en mars et avril son niveau de l'an dernier. Après avoir été stable au 1er trimestre et égal à 1% près à son niveau de l'an dernier (319 €/1 000 l au standard 38 et 32 g/l), le prix du lait conventionnel pourrait s'apprécier dans les prochains mois et ainsi stimuler davantage la production.

En revanche, la production demeure croissante en **Pologne** (+3,8% /2018 au 1er trimestre) et au Danemark (+2,2%). Dans les îles britanniques, la production laitière est dynamique grâce notamment à de bonnes conditions climatiques propices à la pousse de l'herbe, mais aussi à des cheptels étoffés. En mars, la collecte a progressé de 4% au **Royaume-Uni**, où le prix du lait est stable en livre d'une année sur l'autre, et a bondi de 11% en **Irlande** où le prix du lait de base a pourtant cédé 7%, à 321 €/1 000 litres au 1er trimestre 2019.



En somme, la collecte de l'UE-28 a été rétablie en mars (+0,2% /2018 d'après nos estimations), après avoir reculé 6 mois d'affilée. Après un léger retrait au premier trimestre (-0,3% /2018), elle pourrait progresser significativement au 2ème trimestre, entre +0,5 et +1,0%, et davantage au 2nd semestre si les conditions climatiques demeurent plus favorables qu'en 2018.

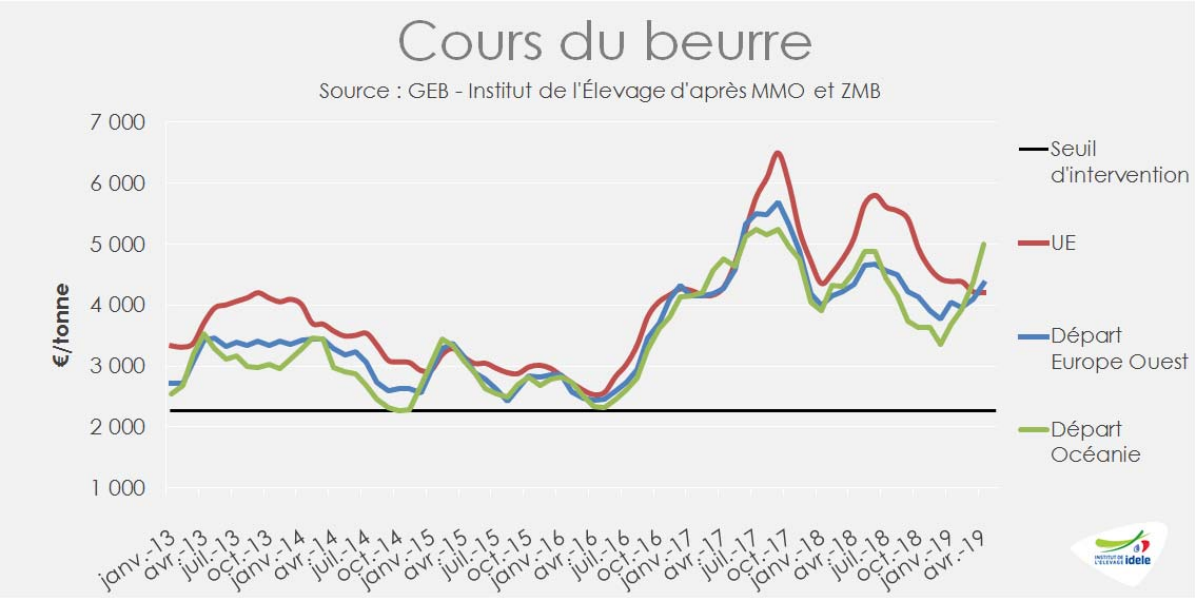
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Tendance haussière

Dans un contexte de ressource laitière peu abondante dans les grands bassins laitiers excédentaires, les marchés internationaux des produits laitiers sont globalement orientés à la hausse. La demande dynamique tire les cours du beurre et des fromages, tandis que la fin de l'écoulement des stocks d'intervention assainit le marché de la poudre maigre. Seul le marché du lactosérum demeure perturbé par les conséquences de la Fièvre porcine africaine en Chine et le conflit commercial sino-étatsunien.

Tendance haussière sur le beurre

Le cours du beurre néozélandais a fortement progressé, sous l'effet d'une production saisonnière en recul et destinée à honorer les contrats, ainsi que d'une demande internationale dynamique. A 5 000 €/t (+10% /2018) en avril, il a gagné 50% depuis le creux de décembre 2018. Il se situe désormais au-dessus des cours des produits européens exportés (4 350 €/t) et étatsuniens (4 440 €/t). La hausse semble cependant avoir marqué le pas début mai d'après les enchères sur la plateforme GloablDairyTrade. Malgré une hausse depuis la fin 2018 (+15%), le beurre européen destiné à l'exportation a ainsi gagné en compétitivité ce qui devrait permettre un écoulement facilité sur le marché international.

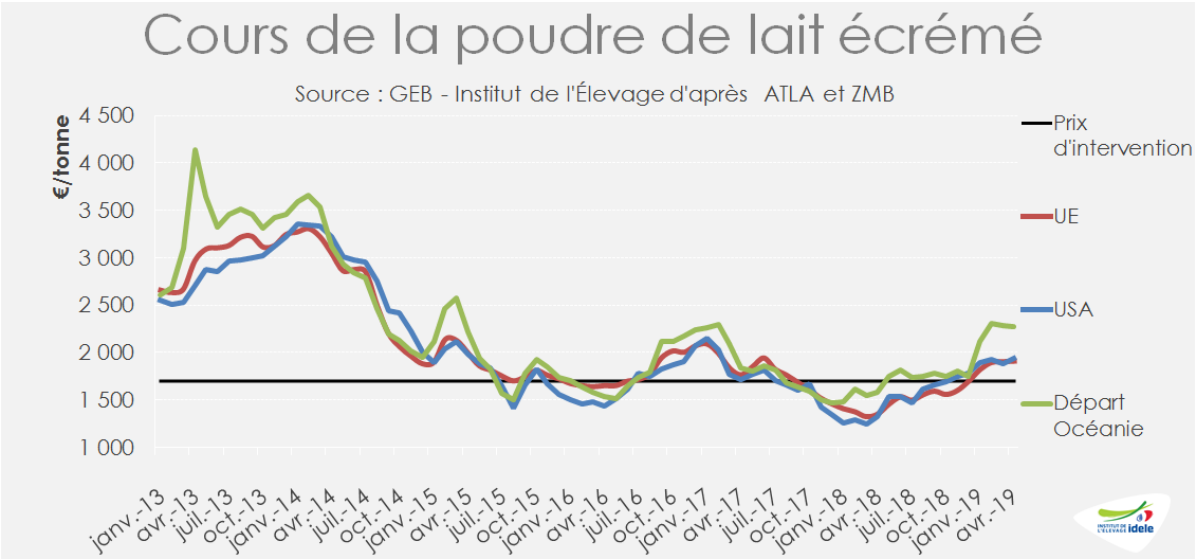


Cette hausse des cours mondiaux ne s'est pas encore répercutée sur le marché européen. Après avoir reculé entre janvier et mars, la cotation ATLA sur le marché spot a légèrement progressé pour retrouver en avril son niveau de début janvier à 4 300 €/t (-27% /2018).

Les fabrications européennes de beurre ont été faibles en février et affichent dorénavant une baisse de 1% /2018 sur les deux premiers mois de l'année. Les stocks seraient revenus à des niveaux plus normaux. Les exportations ont donc reculé en conséquence au 1er trimestre (-22% /2018) largement compensées par une forte hausse des envois néozélandais (+30%). L'Inde a également accru ses expéditions (+72%) et se place dorénavant à la 4ème place des exportateurs de beurre. Elle devance les États-Unis dont les exportations ont reculé de -3% /2018 et dont la production a cédé 2% /2018 en février et 4% en mars.

Remontée des cours de la poudre maigre

La cotation ATLA de la poudre maigre est remontée lentement en avril pour dépasser début mai le seuil des 2 000 €/t (2 080 €/t, +40% /2018), après avoir légèrement reculé en février et mars sous l'effet de la mise sur le marché des stocks d'intervention. Début 2019, le cours de poudre néozélandaise est repassé au-dessus du cours européen, conséquence de la forte baisse saisonnière de la collecte et des faibles stocks. Avec une hausse de 7% entre janvier et avril, à 2 270 €/t, l'écart s'est encore accru pour atteindre près de 20%. La tendance semble cependant être à la stabilisation des cours depuis mi-avril.

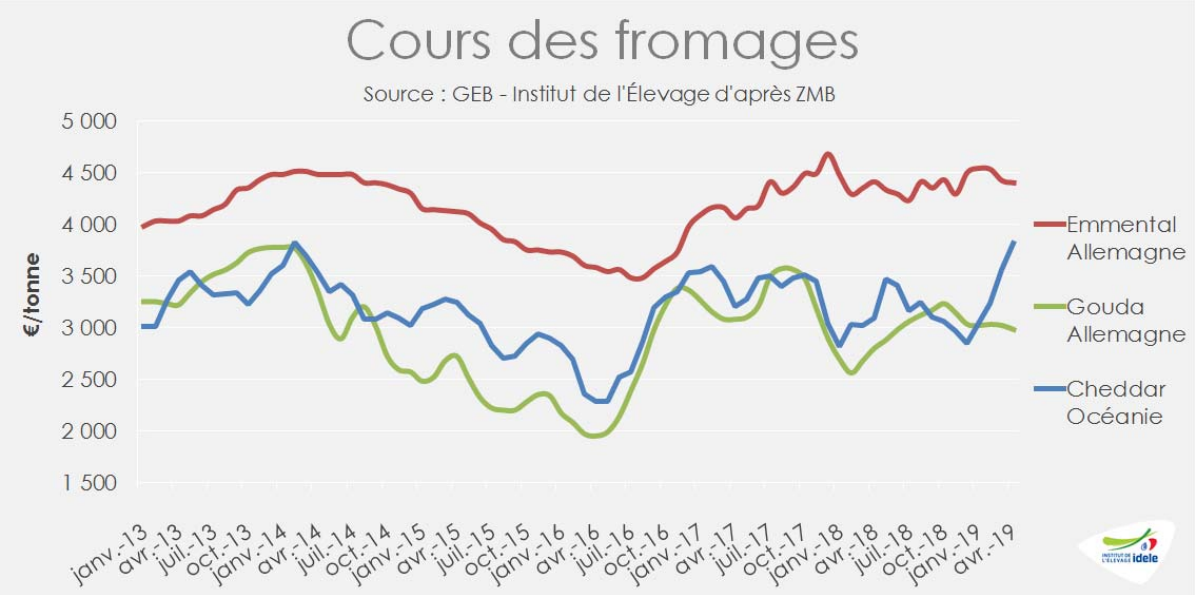


Ces hausses des cours sont la conséquence stocks réduits et de fabrications faibles dans les 3 grands bassins laitiers. Les fabrications de poudre de maigre ont été réduites dans l'UE (-5,4% /2018 en janvier et février) mais aussi en Nouvelle-Zélande où les conditions météorologiques ont affecté la production laitière en mars. Aux États-Unis, elles ont enregistré un léger recul de 0,5% sur le 1er trimestre. Les exportations ont donc ralenti en février et mars, notamment à partir des États-Unis et de Nouvelle Zélande. L'Union européenne a continué à animer le marché international sur le 1er trimestre (+26%/2018), écoulant les stocks d'intervention.

Mais les acheteurs restent attentistes, entre les incertitudes du Brexit et les interrogations sur l'avenir politique de l'Algérie, 3ème importateur mondial de poudres de lait. En outre, les achats mexicains et chinois de poudres étatsuniennes ont été freinés par la hausse des droits de douane appliqués dans le cadre du conflit commercial qui les opposent aux États-Unis.

Fromages : stabilité des cours en Europe et hausse sur le marché mondial

En Europe, le cours du gouda (fromage ingrédient) est resté stable aux alentours de 3 000 €/t (+6% /2018) depuis le début de l'hiver comme celui de l'emmental (spécialité peu échangé) quasi-stable à 4 400 €/t (=/2018), Avec des fabrications stationnaires sur les deux premiers mois, les fromages ont continué d'être privilégiés par les transformateurs européens, dans un contexte de recul de la production laitière et de mise sur le marché des stocks à l'intervention de poudres maigre. La valorisation du couple fromage-lactosérum s'est encore révélée plus attractive que celle du beurre-poudre. Les exportations européennes ont progressé de 2% / 2018 au premier trimestre, parallèlement à une demande européenne plutôt morose.



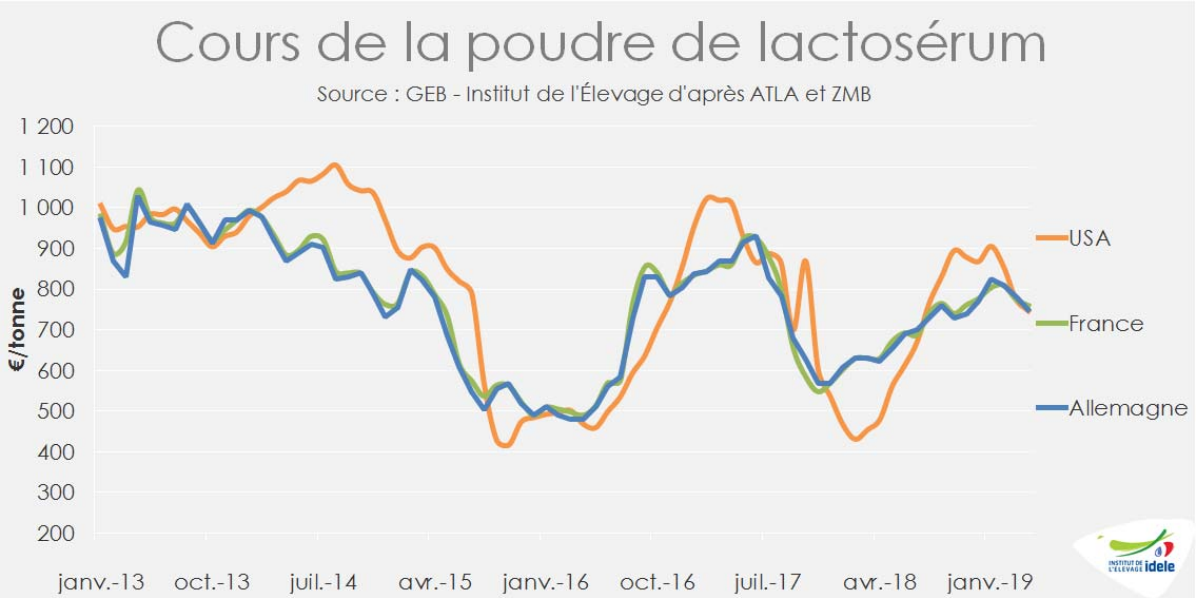
La production a diminué en Nouvelle-Zélande, en lien avec la baisse saisonnière accentuée cette année, et a légèrement reculé aux États-Unis sur au 1er trimestre (-0,5%). Les cours du cheddar en Océanie comme aux États-Unis poursuivent leur redressement depuis fin 2018, respectivement de +34% et +19% entre décembre 2018 et avril 2019, pour atteindre 3 800 €/t (+24% /2018) et 3 830 €/t (+14% /2018). Ces hausses sont à rapprocher des exportations dynamiques des deux pays au 1er trimestre (+11% /2018 chacun).

Cependant, les stocks étatsuniens ont de nouveau progressé depuis décembre 2019, se situant en mars 4% au-dessus de leur niveau de 2018, conséquence d'un ralentissement de la consommation de fromages aux Etats-Unis.

Cours du lactosérum sous pression

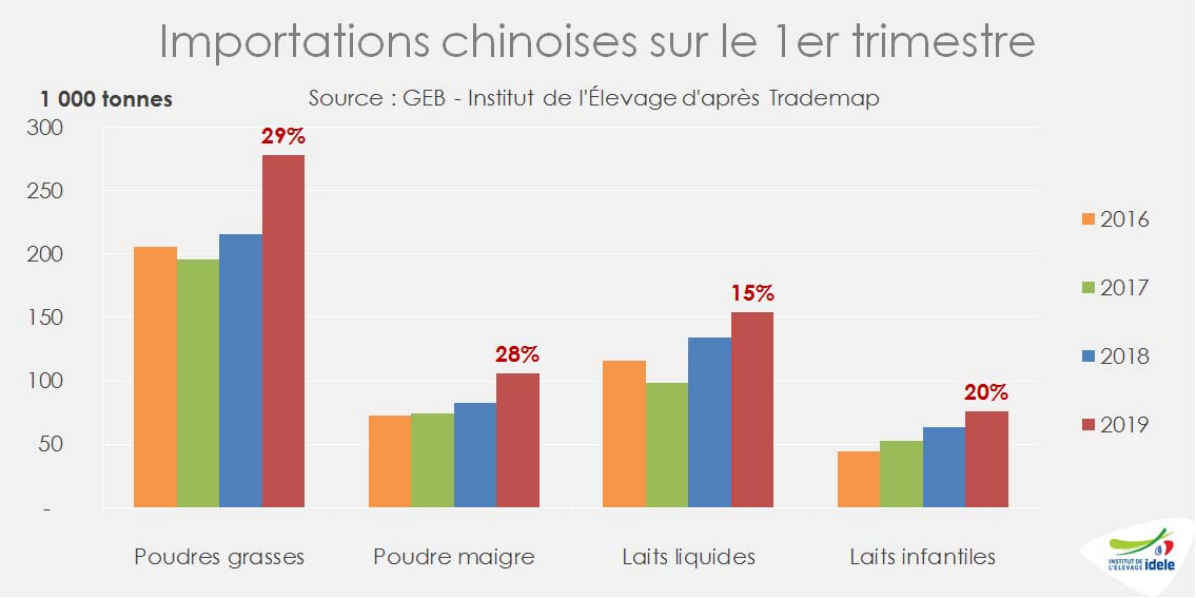
L'ambiance haussière ne bénéficie pas à la poudre de lactosérum dont les cours sont sous pression, malgré des productions fromagères plutôt baissières dans les grands pays exportateurs. Ils ont perdu 19% entre janvier et avril aux États-Unis pour afficher 747 €/t, un niveau cependant toujours supérieur à celui de 2018 (+22%). La cotation en France a également perdu 5% depuis janvier, à 760 €/t (+10% /2018).

Les exportations européennes affichent un recul de -6% au 1er trimestre 2019, celles des États-Unis, 2ème exportateur mondial, une chute de 30% /2018 . La demande de la Chine, premier client des Etts-Unis, s'est fortement réduite, conséquence de la baisse de production porcine due à la propagation de la Fièvre Porcine Africaine et du relèvement des droits de douane sur ce produit dans le cadre du conflit commercial qui oppose les deux pays. Malgré des fabrications réduites (- 15% /2018), les stocks sont remontés en mars à leur niveau le plus élevé depuis février 2018.



La Chine tire le marché mondial

La Chine demeure le principal acteur sur les achats de produits laitiers en ce début 2019. Au cours des 3 premiers mois, ses importations ont bondi de 29% /2018 en poudres grasses, de 28% en poudre maigre, de 15% en lait liquide, de 20% en poudres de lait infantile et de 63% en crème. Seuls ses achats de beurre sont en recul (-21%) par rapport à des volumes importants début 2018.



Lait de vache » Consommation »

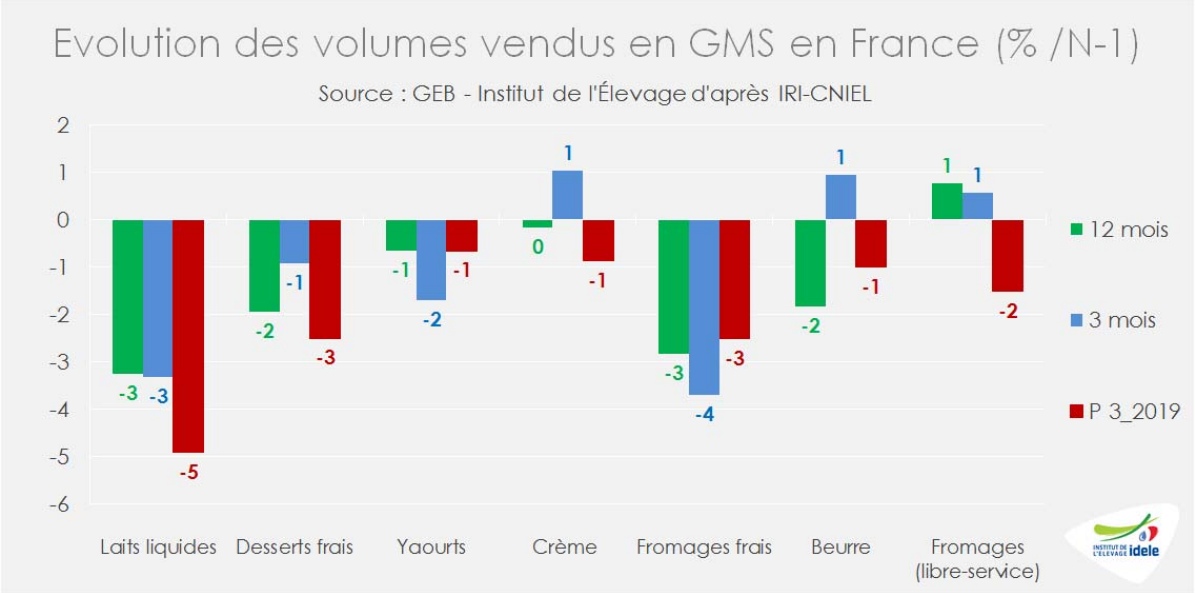
Contrastée en France déprimée en Allemagne

Au 1er trimestre, les ménages français ont consommé moins de produits laitiers, mais ont dépensé plus, sous l'effet de prix de vente en hausse. En Allemagne tous les produits laitiers subissent une érosion de la demande des ménages.

Consommation morose en France

Les ménages français continuent de délaisser les laits conditionnés. Les ventes en GMS poursuivent leur érosion en volume comme en valeur, respectivement de -3% et -2% /2018 au 1er trimestre. Les laits standard longue conservation sont les plus affectés (-3,7% pour le ½ écrémé, -5% pour l'entier et -13% pour l'écrémé). Les laits aromatisés sont désormais touchés. Seuls les laits spécifiques (délactosés et bio) progressent, mais plus modestement qu'en 2018 (+3% en volume). Les causes de ce désamour sont désormais bien identifiées.

D'une part, les habitudes de consommation changent : le petit-déjeuner, moment privilégié de la consommationde lait, n'est plus sanctuarisé : selon le Credoc, près d'une quart des enfants ne prend plus de petit déjeuner, contre près de la moitié en 2003. Le lait est de plus la victime collatérale de l'image dégradée des céréales. Ensuite, les jus de végétaux connaissent un succès grandissant aux dépens du lait.



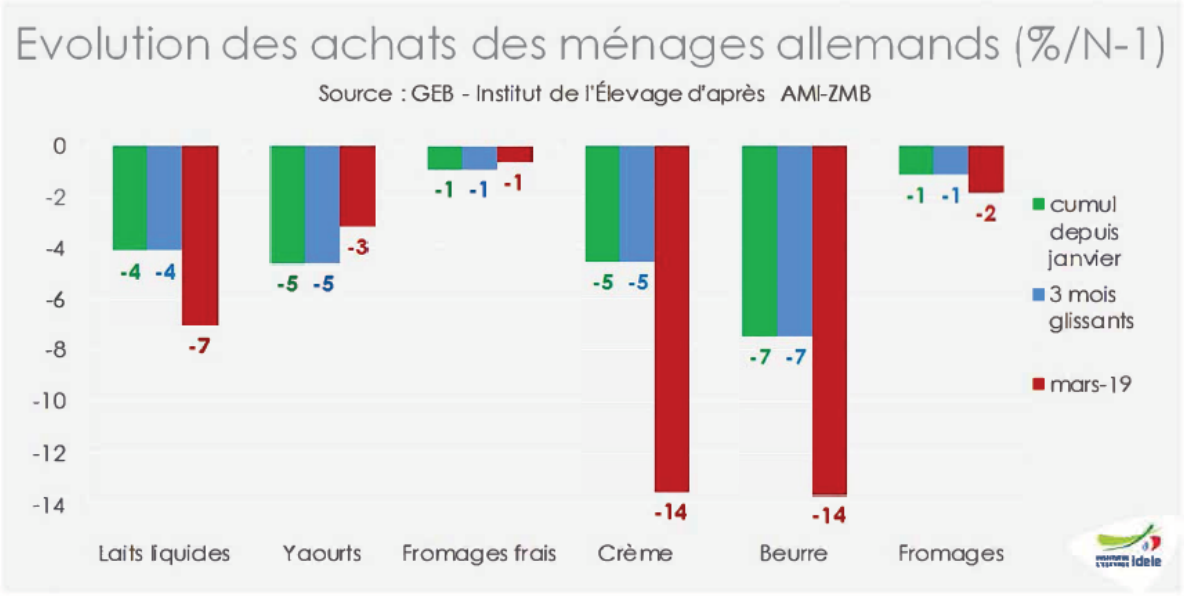
Le marché des ultra-frais est tout aussi déprimé. Les ventes ont reculé de 2% en volume, mais ont été stables en valeur au 1er trimestre grâce à une hausse des tarifs (+2% en moyenne). Les ventes de yaourts aux fruits et de fromages frais sont les plus délaissés (-4% /2018). A l'inverse, les ventes de desserts frais lactés ont repris (+1% en volume).

En revanche, le marché des matières grasses laitières (beurre et crème) retrouve de la couleur, après avoir reculé de 3% en volume en 2018 principalement sous l'effet d'une hausse des prix au détail (+14% /2017). Les ventes de beurre ont regagné 1 point en volume au 1er trimestre, surtout grâce au succès du format beurrier, et celles de la crème autant grâce au succès de la crème UHT (+2%) qui compense l'érosion de la crème fraîche (-1%).

Enfin, seule la consommation de fromages demeure robuste, grâce à la diversité des formes et des produits consommés. Les ventes des GMS de fromages en libre-service ont toutefois modestement progressé en volume (+0,6% /2018 au 1er trimestre 2019), presque moitié moins vite qu'en 2018 (+1%). Le chiffre d'affaires a quant à lui bondi de 3,1% grâce à la hausse prononcée des prix de vente (+2,6%).

Consommation déprimée en Allemagne

En Allemagne, la consommation des ménages est nettement déprimée. Les ménages ont encore réduit leurs achats de beurre et de crème (respectivement de -7% et -5% au 1er trimestre d'une année sur l'autre). En deux ans les achats de beurre ont chuté de 10% probablement sous l'effet des prix toujours élevés. A 6,80 €/kg début 2019, le prix de vente moyen du beurre plaquette au détail est toujours historiquement en hausse de 30% en deux ans. La consommation de laits liquides et de yaourts est aussi fortement baissière (-4 et -5% /2018 au 1er trimestre). Seule la consommation de fromages résiste avec des prix stationnaires d'une l'autre, mais toujours supérieurs de 10 à 12% à ceux de 2017 à pareille époque.



Recul saisonnier des cours européens

Après une embellie autour de Pâques, les cotations sont aujourd'hui orientées à la baisse en France, au Royaume-Uni et en Irlande, en lien avec le repli de la demande suivant les festivités.

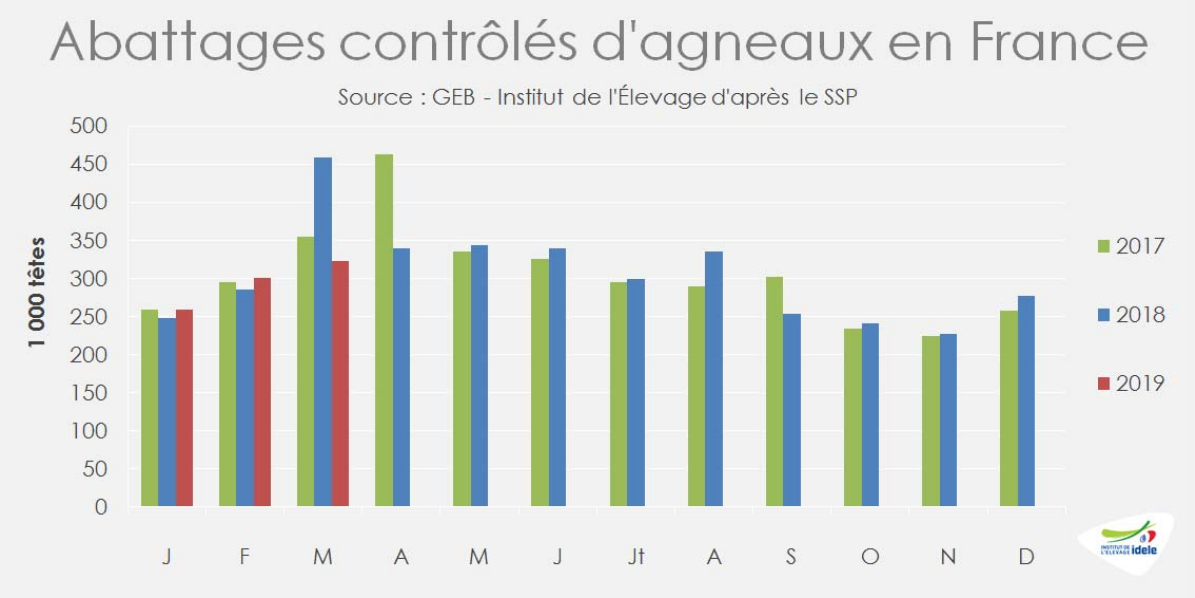
Viande ovine » France »

Les cours repartent à la baisse

Après avoir atteint un pic la semaine précédant Pâques, le cours de l'agneau lourd français entame son repli saisonnier, soutenu malgré tout par une offre limitée en agneaux.

Effondrement des abattages d'agneaux en mars suite au décalage de la date de Pâques

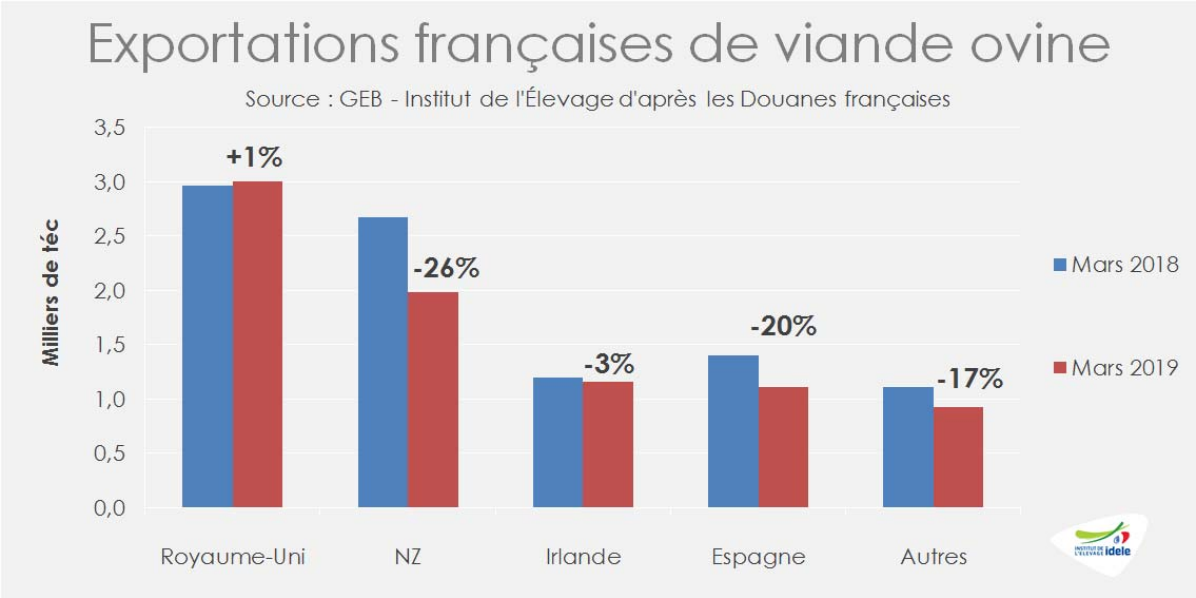
Alors qu'elle avait eu lieu le 1er avril en 2018, la fête de Pâques s'est déroulée le 20 avril en 2019. Le pic d'abattage d'agneaux pour les festivités a donc été retardé de 3 semaines pour coïncider avec celui de la demande. À 322 000 têtes en mars, les abattages français d'agneaux ont ainsi chuté de 30% par rapport à mars 2018.



Les abattages d'ovins adultes ont également reculé de 2%, à 44 000 têtes sur le mois. La production française de viande ovine s'est ainsi établie à 7 100 téc en mars, soit 24% sous son niveau de 2018.

Les importations de viande ovine ont également chuté

À 8 200 téc en mars, les importations françaises de viande ovine se sont repliées de 12% par rapport à l'année précédente, pénalisées par la baisse des arrivées en provenance de Nouvelle-Zélande (-26% /2018, à 2 000 téc), d'Irlande (-3% à 1 200 téc) et d'Espagne (-20% à 1 100 téc). Les achats en provenance du Royaume-Uni ont toutefois progressé de 1% (à 3 000 téc).

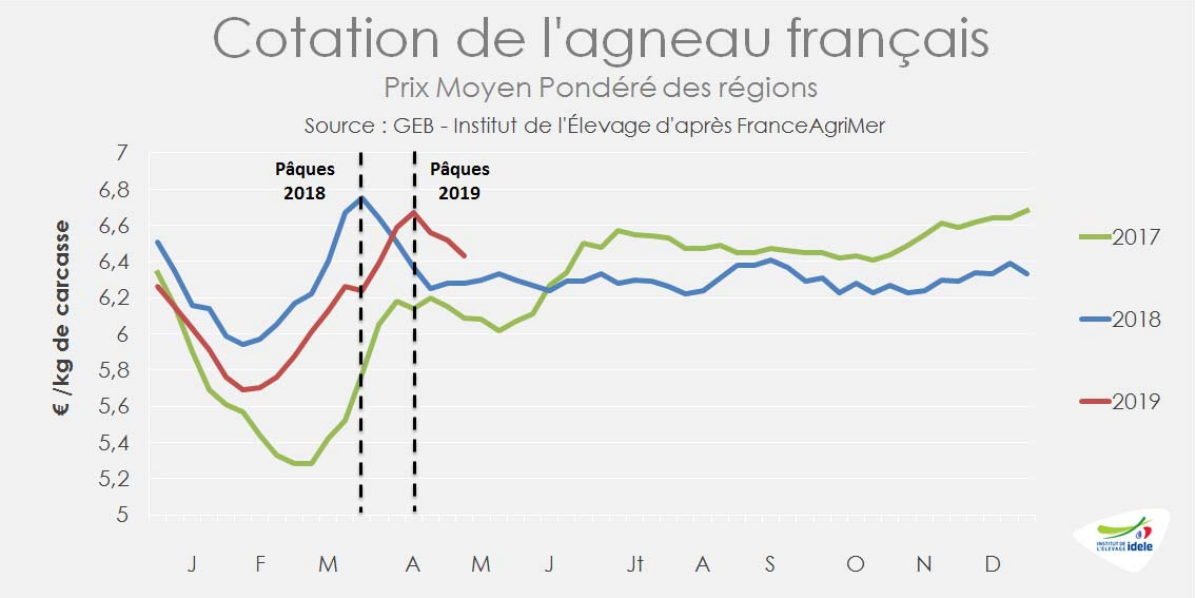


À respectivement 5,85 €/kg équivalent carcasse et 5,35 €/kg éc, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées d'Irlande et du Royaume-Uni étaient en outre 6% et 10% moins chères que l'année précédente, pesant ainsi davantage sur le cours français.

Repli saisonnier de la cotation après le pic de demande pascale

Dopé par le dynamisme de la demande à l'approche de Pâques, le cours de l'agneau lourd français est monté à 6,67 €/kg de carcasse la semaine précédant les festivités (semaine du 15 au 21 avril 2019). Il restait toutefois inférieur de 8 centimes (-1%) à son haut niveau de Pâques 2018.

Il a ensuite entamé sa baisse saisonnière, habituelle après le pic de demande. Malgré des prix à l'import en recul, l'offre relativement limitée en agneaux a toutefois permis de contenir le recul de la cotation. À 6,43 €/kg de carcasse début mai, elle dépassait de 34 centimes (+2%) sa valeur de 2018.



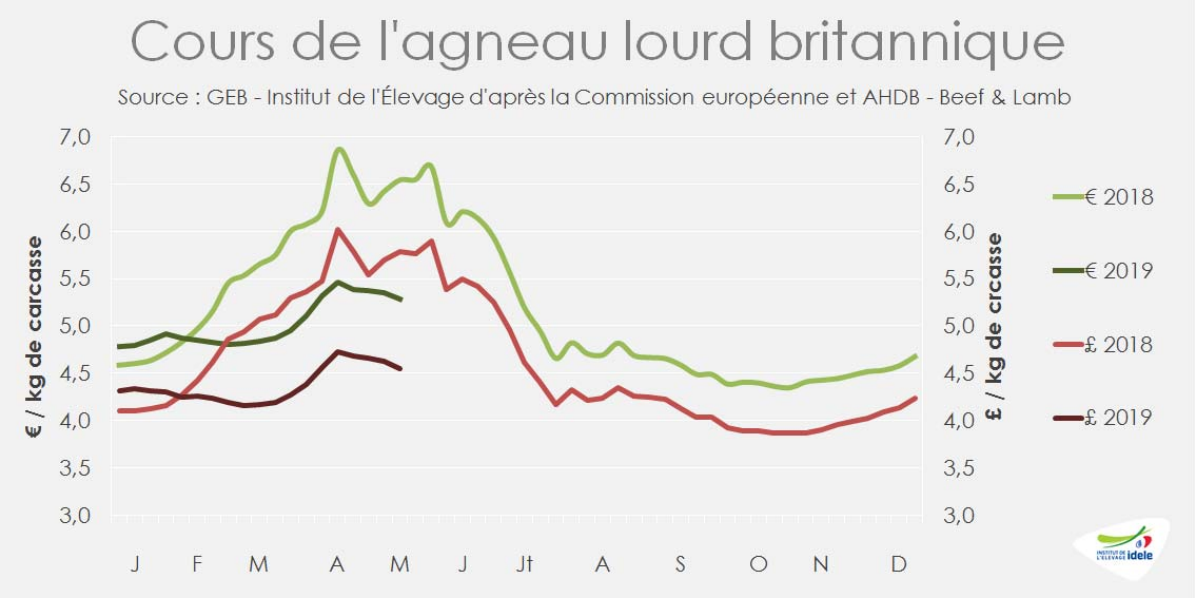
Viande ovine » UE et monde »

Les exportations britanniques devraient à nouveau se replier en 2019

Suite au recul des naissances en 2018 et à la nouvelle baisse attendue cette année, les abattages d'agneaux britanniques devraient à nouveau diminuer en 2019 et limiter les exportations du pays.

Les cours reculent outre-Manche

Alors qu'en 2018, le manque d'agneaux avait conduit à la flambée des cotations au Royaume-Uni et en Irlande, la hausse des disponibilités en agneaux de la nouvelle saison pèse sur les cours cette année. Début mai, l'agneau britannique cotait ainsi seulement 5,28 €/kg de carcasse, soit 1,26 euro de moins que l'année précédente (-19%).

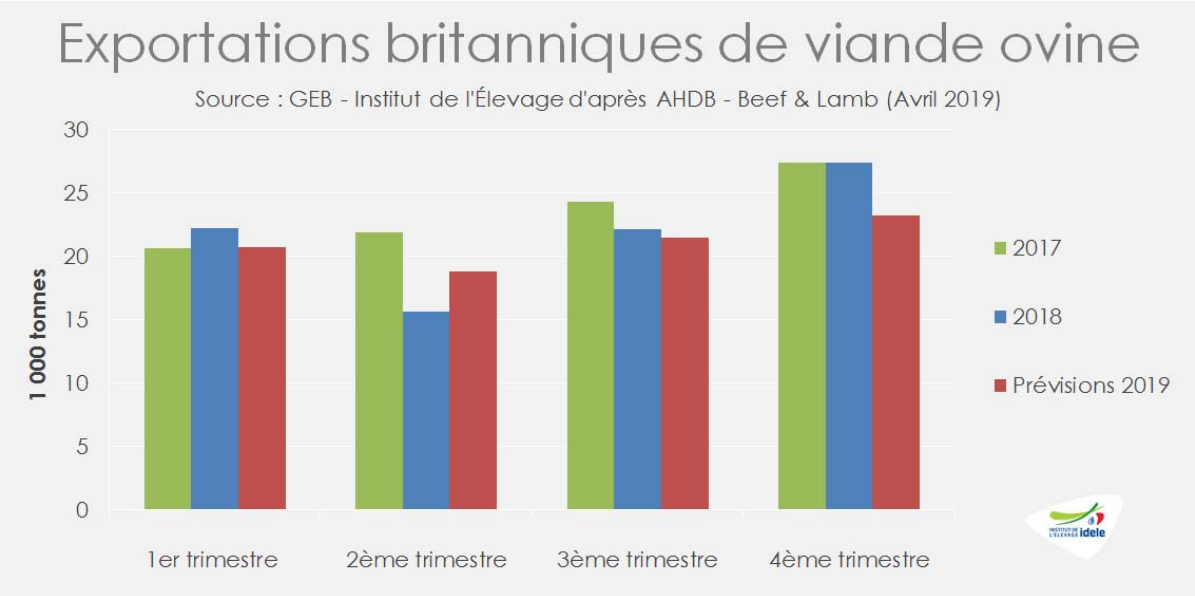


En Irlande, le « hogget » (agneau de fin de saison) était également inférieur de 85 centimes (-14%) à sa valeur de 2018 (à 5,35 €/kg de carcasse), tandis que les premiers agneaux de la nouvelle saison valaient 6,40 €/kg de carcasse (-60 centimes /2018 soit -9%).

La production et les exportations sont toujours attendues en baisse au Royaume-Uni pour 2019

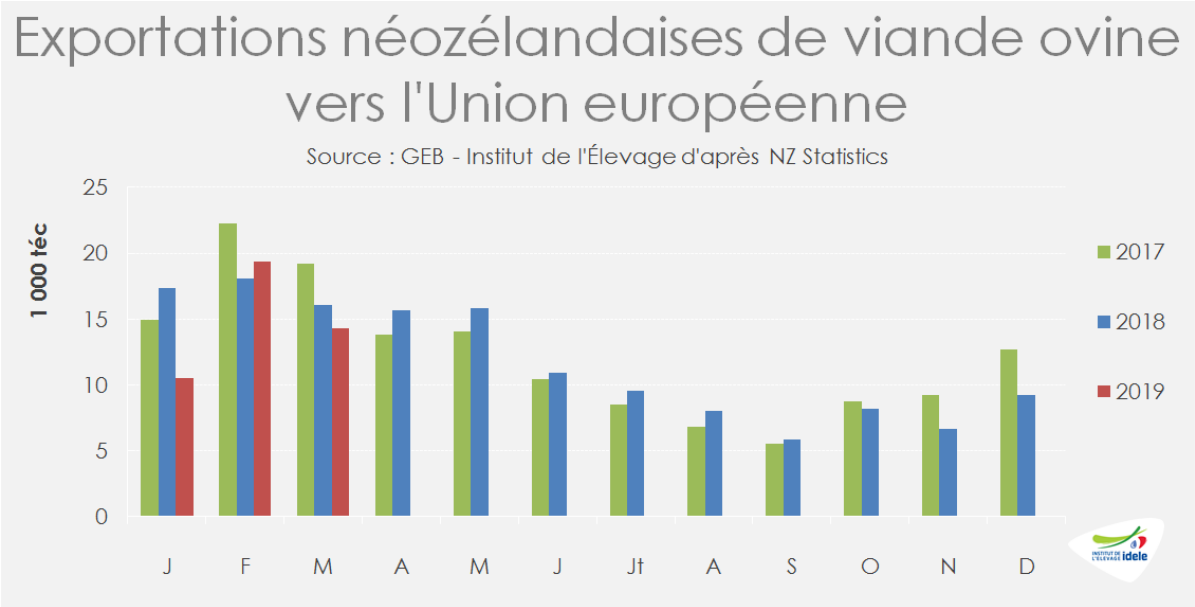
Après un recul au 1ertrimestre 2019, lié à la diminution du nombre d'agneaux de report (conséquence directe de la baisse des naissances en 2018 à cause des mauvaises conditions climatiques du début d'année), les abattages d'agneaux britanniques devraient poursuivre leur repli sur l'ensemble de l'année. La contraction du cheptel reproducteur fin 2018 (-4% à 14 millions de brebis et agnelles saillies) laisse en effet augurer une nouvelle baisse des naissances pour 2019 et donc des abattages d'agneaux (-2% /2018 sur l'ensemble de l'année). Une hausse temporaire pourrait toutefois être envisagée au 2ème trimestre, au moment de l'arrivée des agneaux de la nouvelle saison.

Malgré la hausse attendue des abattages d'ovins adultes (+5% /2018) en lien avec le vieillissement du cheptel, la production britannique de viande ovine devrait ainsi reculer de 1% par rapport à 2018. La chute attendue des importations de viande ovine, suite au tassement des disponibilités océaniennes, devrait venir limiter encore davantage les disponibilités britanniques, et donc les exportations (-4% /2018). Les choix réalisés dans le cadre du « Brexit » pourrait néanmoins fortement impacter le niveau des envois, notamment en cas d'absence d'accord au 31 octobre 2019.



Malgré une hausse globale, les exportations néozélandaises de viande ovine diminuent vers l'UE

L'augmentation de la production (+7% /2018, à 50 700 téc en mars) et la progression de la part exportée ont permis aux exportations néozélandaises de grimper de 18% en mars, à 57 200 téc. Comme pour les mois précédents, le dynamisme des envois vers la Chine (+41% à 28 600 téc) a limité les expéditions destinées à l'Union européenne (-11% à 14 300 téc). Les envois vers la France ont toutefois bondi de 21%, à 1 000 téc.

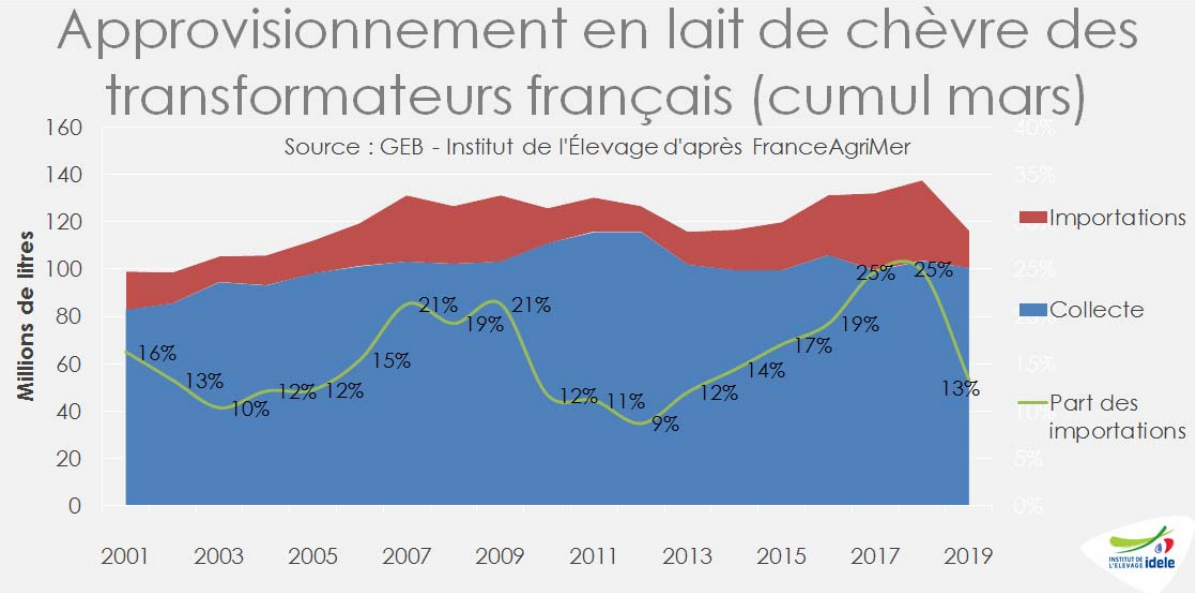


Des tensions sur la fourniture du marché

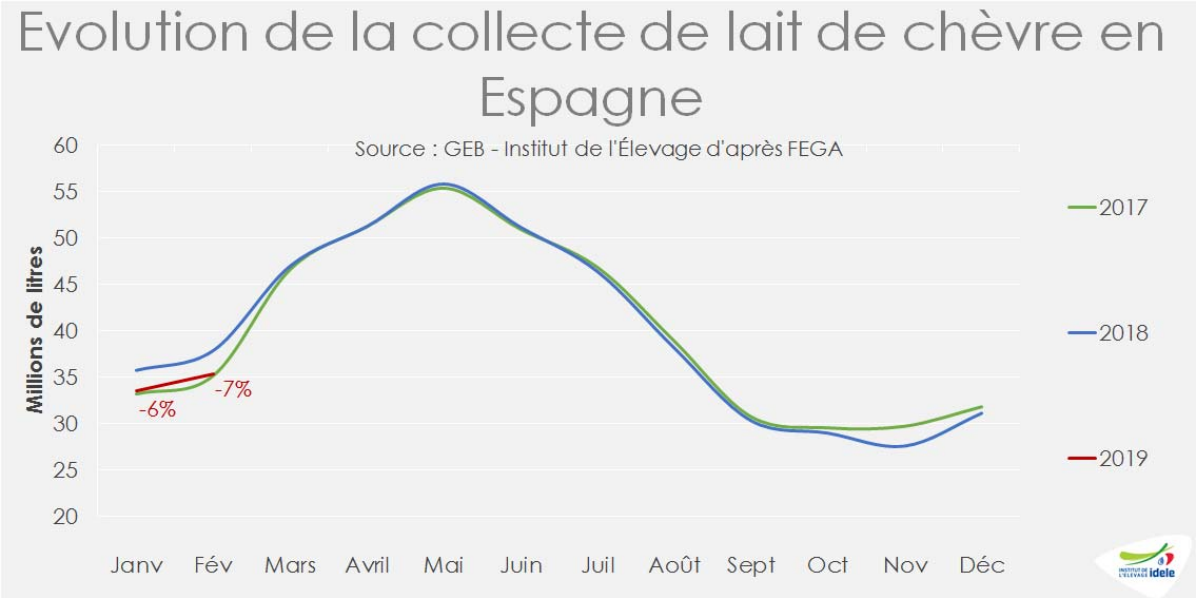
Impacté par le repli de la collecte française et l'effondrement des importations de produits de report caprins, l'approvisionnement des transformateurs s'est nettement contracté et fait apparaître des tensions sur l'approvisionnement du marché. Les prix du lait de chèvre dans les différents pays européens ont amorcé un mouvement de convergence qui confirme cette tension : si le prix du lait est resté remarquablement stable en France, il s'est nettement apprécié dans les autres pays européens.

Chute de ressource laitière début 2019

Pénalisé par un démarrage timide de la collecte et des importations réduites, l'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs a fortement chuté en début d'année.



Après avoir atteint un record en 2018, l'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs (collecte et importations), n'a atteint que 116 millions de litres au 1er trimestre. Il a ainsi chuté de près de 21,5 millions de litres d'une année sur l'autre (-16%), se positionnant ainsi à un niveau intermédiaire entre 2013 et 2014, années marquées par une pénurie de produits caprins sur le marché domestique. D'un côté, la collecte de lait de chèvre a démarré timidement : à 101 millions de litres au 1er trimestre, elle s'est repliée de 3% /2018, impactée par des fourrages de mauvaise qualité et un décalage des naissances. Elle devrait cependant se redresser au pic de collecte du printemps. De l'autre les importations de produits de report caprins, à 15,5 millions de litres, se sont effondrées de près 55% (-19 millions de litres). Elles n'ont ainsi pesé que pour 13% de l'approvisionnement total des industriels, contre près de 25% en 2017 et 2018.

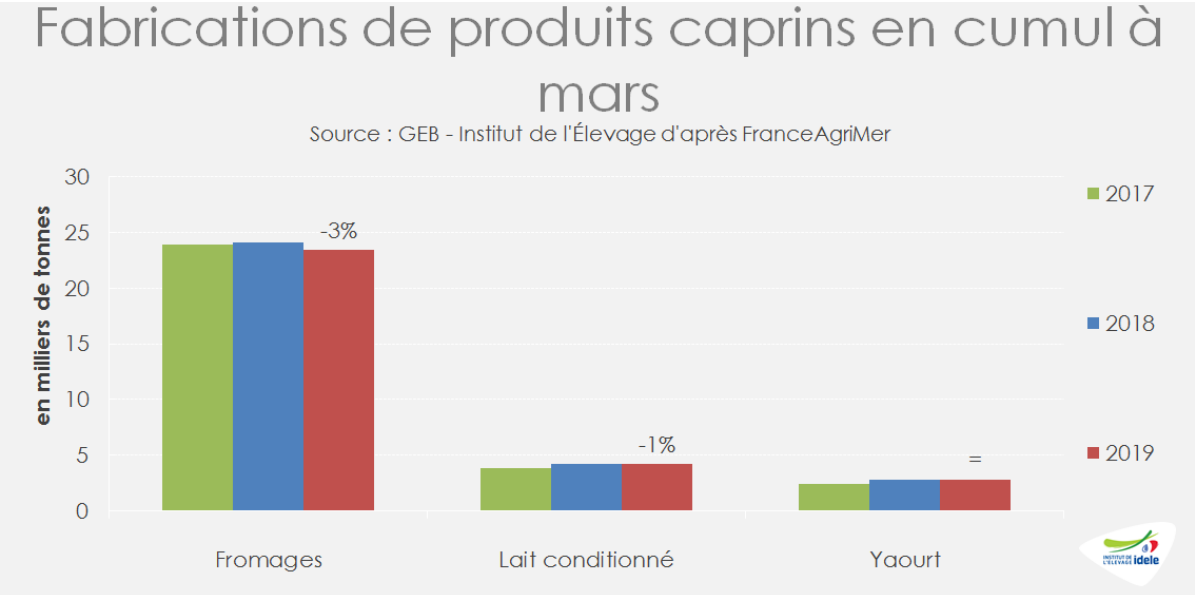


Des disponibilités européennes en baisse

Cette chute des importations s'explique en grande partie par l'effondrement de la collecte espagnole, et donc des disponibilités pour l'export vers la France. A 69 millions de litres en cumul en février, elle a chuté de près de 7% par rapport à 2018. Après trois années de prix bas, avec un différentiel de plus de 100 € les 1 000 litres avec le prix français, la sécheresse de 2018 et la flambée du prix de l'alimentation animale ont très fortement impacté les éleveurs ibériques. Les cessations d'activité se sont accélérées, d'autant plus que l'activation d'un plan de lutte volontaire contre la tuberculose en Andalousie a incité certains éleveurs à réformer davantage ou à arrêter la production. Même évolution aux Pays-Bas où les décisions administratives de bloquer les installations et les agrandissements d'exploitations caprines dans la plupart des régions ont entrainé un plafonnement des disponibilités.

Des tensions sur la fourniture du marché

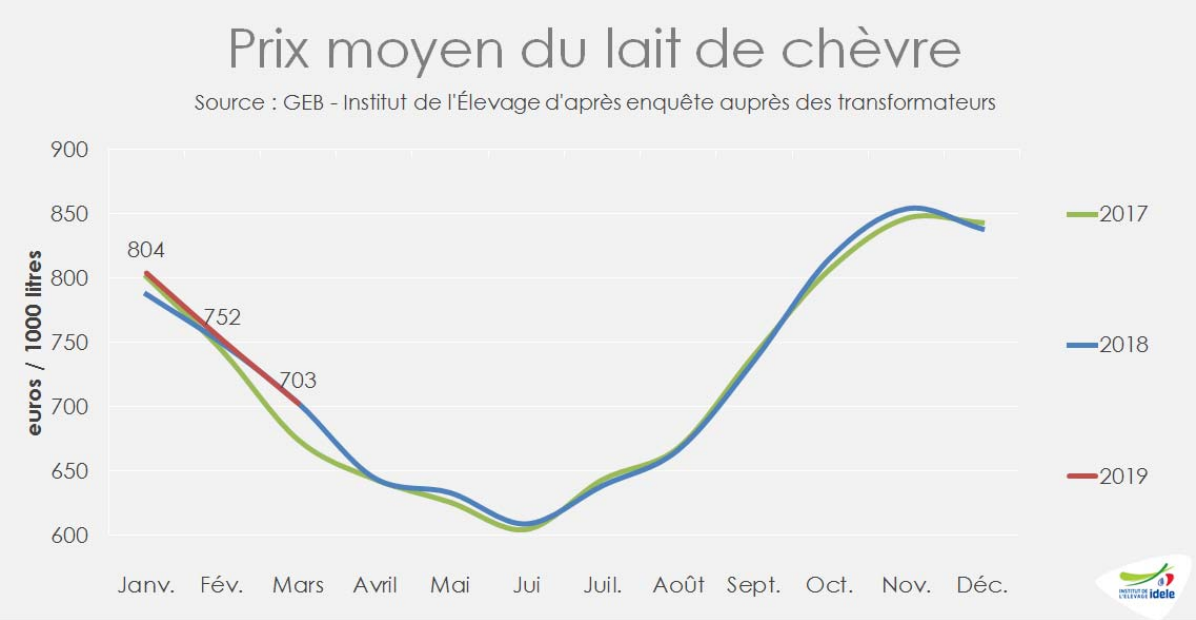
Face à cette baisse drastique de la ressource laitière, les stocks en produits de report des transformateurs ont été insuffisants pour maintenir les fabrications. A 23 500 tonnes cumulés au 1er trimestre, la production de fromages de chèvre s'est repliée de près de 3%. Après avoir nettement progressé en janvier (+6%) grâce à une utilisation intense des stocks, elles ont reculé de près de 4% en février et même de 10% en mars ! Les autres produits laitiers caprins, qui connaissaient jusqu'ici une croissance à deux chiffres, ont également souffert du manque de lait de chèvre : les volumes de laits conditionnés ont baissé de 1% et les fabrications de yaourts ont été tout juste stables.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Le prix du lait de chèvre reste atone en France

Le prix du lait de chèvre a de nouveau plafonné en début d'année, malgré la hausse des prix de vente industriels. Pourtant, les charges en élevage ont poursuivi leur progression et ont ainsi abouti à l'érosion du résultat des éleveurs caprins.

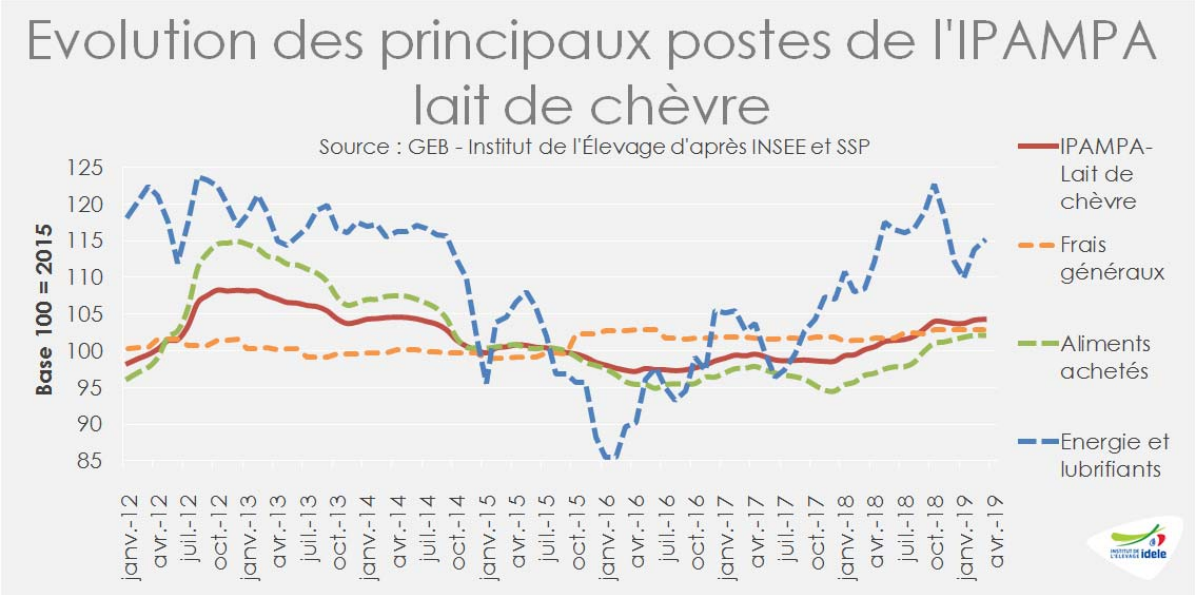


Un prix de base stationnaire

Le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1er janvier 2015) est resté remarquablement stable au 1er trimestre, à 647 € les 1 000 litres. Si quelques entreprises ont fait évoluer marginalement leur grille, la très grande majorité a reconduit à l'identique le prix pratiqué en 2018. Pourtant, les négociations de début d'année avec la grande distribution ont donné des résultats positifs et ont abouti à une hausse de près de 1% des prix de vente industriels en février et mars.

Un prix payé plus élevé grâce à l'amélioration de la composition du lait …

La composition du lait de chèvre s'est en revanche très nettement améliorée au 1er trimestre, avec une hausse de 0,2 g/l pour le Taux butyreux (TB) comme pour le Taux protéique (TP). Cette progression a été particulièrement marquée en janvier, avec un gain de 1,4 g/l de TB et de 0,4 g/l de TP. Elle a été relativement homogène sur le territoire, permettant d'atteindre un niveau de Matière sèche Utile (MSU) de 78 g par litre de lait, soit un gain de près de 4 g de MSU par litre en 10 ans. Le lait de chèvre est plus riche dans le Centre-Ouest et le Centre, avec près de 79 g de MSU par litre, contre 77 g dans le Sud-Ouest et 76 g dans le Sud-Est. Cette amélioration de la composition du lait s'est traduite par une légère progression du prix du lait payé aux producteurs de +4 € /2018 (+0,6%), à 742 € les 1 000 litres.



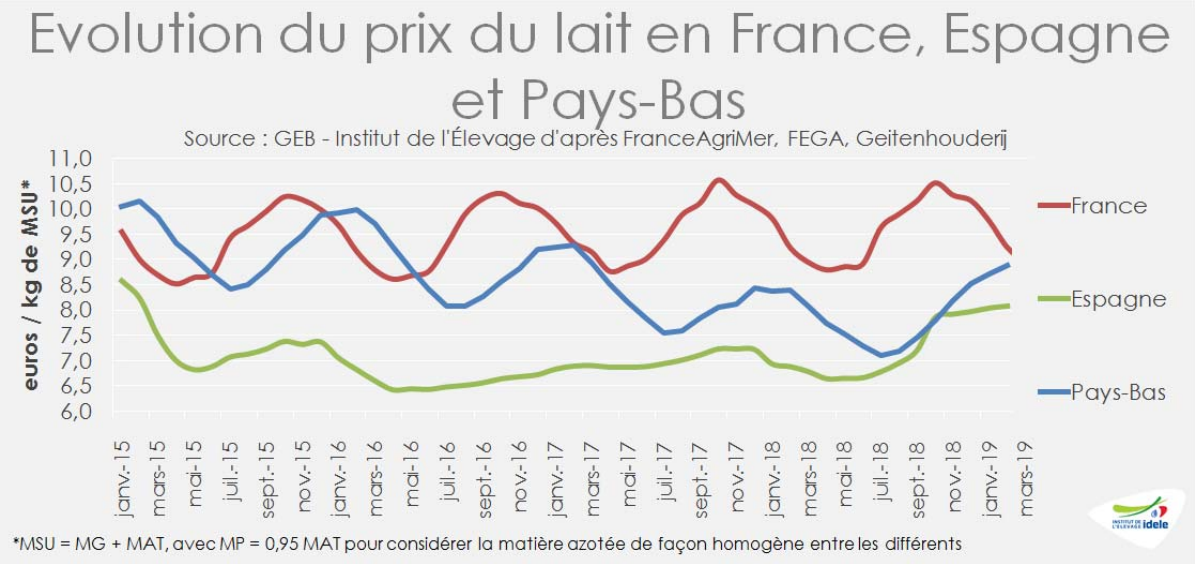
…mais une hausse plus rapide des charges

La hausse du prix des charges en élevage amorcée fin 2018 s'est poursuivie début 2019. A l'indice 104,1 en moyenne au 1er trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA a bondi de près de 4,4% par rapport à 2018. L'alimentation achetée, principal poste (50% des charges indicées), a augmenté de 6% d'une année sur l'autre.

Le poste Énergie et lubrifiants (6% des charges indicées), le plus volatil, s'est réorienté à la hausse début 2019 et s'est établi 3,5% au-dessus du niveau de début 2018. Les effets de cette hausse des prix sur les charges des éleveurs ont été accentués par des achats supplémentaires de fourrages pour compléter les récoltes insuffisantes suite à l'intense sécheresse de 2018. La production herbagère semble cependant mieux partie cette année, avec une pousse cumulée excédentaire à fin avril selon l'indicateur ISOP de rendements des prairies permanentes d'Agreste ; amélioration qui porte sur la quasi-totalité du territoire malgré une situation plus contrastée en Occitanie.

Convergence des espagnols et néerlandais

La baisse des disponibilités espagnoles s'est traduite par une très nette revalorisation du prix du lait qui a atteint 742 €/1 000 litres en février (+17% /2018) selon le FEGA, soit à peine 9 € sous le prix français… contre près de 114 € en 2018. Si la production espagnole est généralement très réactive aux signaux du marché, il semble que la filière ait atteint un point de rupture fin 2018, avec une baisse de cheptel de femelles de près de 12%, qui devrait impacter leur potentiel de production à moyen-terme. Le prix du lait néerlandais a aussi grimpé de près de 5% sur les deux premiers mois de l'année. On assiste ainsi à la convergence du prix du lait de chèvre chez les principaux pays producteurs : à 9,2 €/g de MSU en février, le prix du lait français s'est positionné respectivement 13% et 4% au-dessus des prix espagnols et néerlandais, contre +25% et +9% un an plus tôt.



Production laitière dans les montagnes de l’UE : quelles stratégies après les quotas laitiers ?



Avec la sortie du régime des quotas laitiers et le basculement dans un régime de concurrence, la production laitière a vécu un changement majeur qui s’est notamment traduit par une augmentation des écarts de valorisation et de prix du lait payés aux producteurs. C’est dans ce contexte qu’ont été portées plusieurs réflexions sur l’avenir de la production laitière en zone de montagne pour le compte de FranceAgriMer et du CNIEL. Dans ces zones qui pèsent pour plus de 20% des exploitations et près de 15% des volumes laitiers nationaux, les coûts de production élevés laissent craindre une sensibilité accrue à la volatilité des prix des intrants et du lait en comparaison des zones de plaine dont les coûts de production sont inférieurs. La montagne se retrouve sous la menace d’une migration du lait vers les zones les plus compétitives alors même que la production laitière participe fortement à la dynamique économique des territoires d’altitude au travers de la préservation des paysages et de la biodiversité, des emplois directs et indirects et des produits laitiers spécifiques à leur patrimoine.

L’étude « La filière lait de montagne et ses dynamiques pour les années à venir », réalisée pour le compte de FranceAgriMer, a ainsi permis de faire un état des lieux de la dynamique laitière dans les différents massifs montagneux français. Si de nombreux défis comme par exemple celui du renouvellement des générations d’éleveurs ou la préservation de l’accès au foncier agricole sont communs aux acteurs de tous les massifs, les situations restent disparates. Ainsi, si les massifs de l’Est (Jura et Savoie) ont su, grâce à la montée en puissance de leurs AOP et IGP, concilier volume, prix du lait et donc revenu des éleveurs, plus des 2/3 du lait de montagne français restent insuffisamment valorisés et subissent de plein fouet la concurrence avec la plaine sur des produits de grande consommation

En parallèle, l’interprofession laitière (CNIEL) a souhaité que soient aussi étudiées d’autres régions laitières montagneuses européennes. Les filières laitières sud-tyrolienne et bavaroise ont été sélectionnées. Dans ces deux régions alpines, des démarches de valorisation spécifiques autres que les démarches AOP ont permis de créer de la valeur ajoutée en rencontrant certaines attentes des consommateurs et d’apporter des prix du lait plus élevés et plus stables aux producteurs. Les solutions élaborées, les rapports de force entre acteurs, les soutiens politiques régionaux voire nationaux, sont autant de sources de réflexion pour la filière française.

Lien : *Dossier Économie de l’Élevage* n°494 Décembre 2018